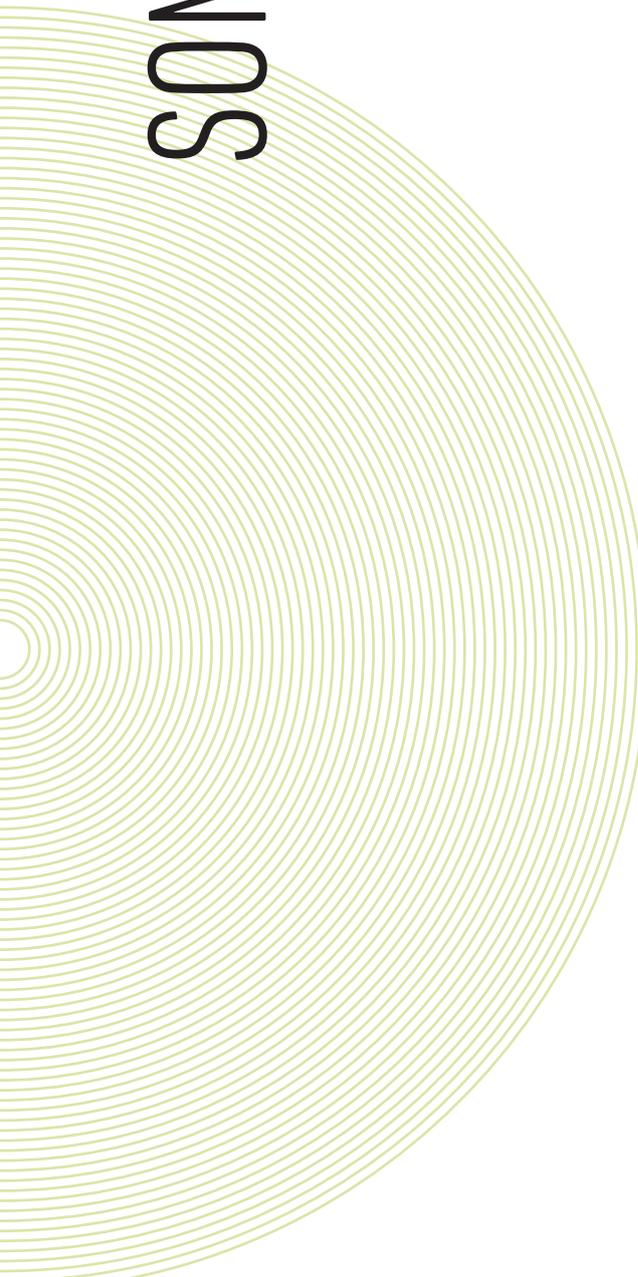




**rapport
financier
semestriel
2016**

SOMMAIRE



1	message du Directeur Général	1
2	chiffres clés du premier semestre 2016	2
3	faits marquants – contrats 2016	3
4	rapport semestriel d'activité	6
5	états financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2016	11
6	déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel	49
7	rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	50

message du Directeur Général

1

SUEZ affiche au premier semestre 2016 un chiffre d'affaires de 7 455,1 millions d'euros, en hausse de + 2,2 %, et ce dans un contexte macro-économique demeuré atone en Europe et même médiocre en France.

Ce semestre a été marqué d'une part, par la poursuite d'une activité commerciale dynamique qui se traduit par la signature de contrats emblématiques comme ceux de la modernisation de l'usine de traitement des eaux usées de San Wai à Hong Kong en Chine pour 353 millions d'euros, de la construction et de l'exploitation d'une usine de dessalement à Barka (Oman) pour 550 millions d'euros, de la prolongation du contrat d'exploitation et de maintenance de l'usine de traitement d'eau potable de Sydney en Australie pour un chiffre d'affaires cumulé de 670 millions d'euros ou encore celui de la conception et la construction de l'extension d'une usine de production d'eau potable près de Colombo au Sri Lanka pour un chiffre d'affaires total de 168 millions d'euros.

D'autre part, afin d'accélérer sa croissance sur le marché du traitement des eaux industrielles, SUEZ a acquis une participation majoritaire dans la société indienne Driplex, l'un des principaux acteurs du marché industriel en Inde, qui commercialise des solutions technologiques de traitement de l'eau auprès de ses clients industriels en Inde ainsi qu'à l'étranger.

La progression du chiffre d'affaires repose néanmoins sur des évolutions différentes au sein de nos activités.

Si les activités Eau Europe ont bénéficié d'un léger effet positif de périmètre, elles ont en revanche été affectées par une climatologie particulièrement défavorable qui a amplifié l'inertie tarifaire induite par un contexte désinflationniste. La fin du contrat de Lille a naturellement pesé sur l'évolution du chiffre d'affaires de la division.

Le chiffre d'affaires des activités Recyclage et Valorisation Europe est en légère baisse en raison de l'évolution défavorable des devises ainsi que des prix des matières premières secondaires et de l'électricité au cours du semestre. Par ailleurs, le contexte macro-économique est resté atone en Europe, et particulièrement en France. Cela s'est traduit par une évolution de la production industrielle très inégale selon les pays ; les volumes traités du Groupe ressortent en légère hausse à + 0,6 %.

À l'International, le Groupe a poursuivi le développement rapide de ses activités dans la plupart des pays. Le chiffre d'affaires de la division atteint 2 005,5 millions d'euros, en forte progression de + 10,5 %, grâce notamment à la croissance soutenue du Moyen-Orient, de l'Inde et de l'Asie.

En matière de performance opérationnelle, l'EBITDA ⁽¹⁾ s'établit à 1 271,3 millions d'euros en baisse de 1,7 % par rapport à 2015 ; cela s'explique principalement par l'impact négatif des effets devises, de la baisse du prix de l'électricité et de la climatologie défavorable au cours du semestre.

L'EBIT ⁽²⁾ à 598,1 millions d'euros présente une baisse de 1,0 % par rapport au premier semestre 2015 ; sa décroissance s'explique par celle de l'EBITDA et dans une moindre mesure par les impacts de la fin du contrat de distribution d'eau potable de Lille.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 174,0 millions d'euros comparé à 140,7 millions en 2015, soit une croissance de + 23,7 %.

La dette financière nette s'établit, quant à elle, à 8 765,2 millions d'euros, en hausse par rapport à celle de fin décembre 2015 (8 083,2 millions d'euros) du fait de la saisonnalité traditionnelle de la variation du besoin en fonds de roulement et de la mise en paiement du dividende. Le ratio Dette nette sur EBITDA s'établit à 3,2 contre 3,1 au 30 juin 2015.

Dans un contexte macro-économique en Europe plus difficile qu'anticipé en début d'année, SUEZ a immédiatement réagi et décidé, pour l'exercice 2016, des mesures complémentaires ; elles incluent, d'une part, un accroissement de 30 millions d'euros du programme d'optimisation des coûts COMPASS et d'autre part, un contrôle accru du niveau d'endettement. Ainsi, SUEZ reste pleinement mobilisé en vue d'atteindre ses objectifs 2016.

Par ailleurs, l'accélération du plan de transformation de l'entreprise en particulier en France visant à optimiser les organisations et renforcer l'intégration des différents métiers et géographies est à l'étude.

SUEZ bénéficie de positions solides et d'un modèle de développement robuste. Avec un portefeuille d'actifs équilibré, et des activités dans l'eau et les déchets portées par des moteurs de croissance forts, SUEZ met donc en œuvre les mesures nécessaires à la préservation de sa solidité financière et de sa croissance future.

(1) Résultat brut d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe, mais avant la prise en compte de l'impact net d'IFRIC 21.

(2) Résultat opérationnel courant y compris la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe, mais avant la prise en compte de l'impact net d'IFRIC 21.

2 chiffres clés du premier semestre 2016

Le tableau ci-dessous présente des extraits des comptes de résultat, des états de situations financières et des états des flux de trésorerie des comptes consolidés condensés pour les clôtures semestrielles des 30 juin 2016 et 30 juin 2015.

Les informations financières ci-dessous doivent être lues conjointement avec les comptes consolidés semestriels condensés et le Rapport semestriel d'activité figurant ci-après.

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Chiffre d'affaires	7 455	7 295
EBITDA ^(a)	1 271	1 293
Résultat net part du Groupe	174	141
Cash-flow libre ^(b)	179	322
Dette financière nette	8 765	8 083
	<i>au 30 juin 2016</i>	<i>au 31 décembre 2015</i>

(a) L'indicateur EBITDA est présenté hors impact IFRIC 21.

(b) Avant cessions et investissements de développement.

faits marquants – contrats 2016

3

Janvier 2016

République Tchèque : La société ŠPVS du groupe SUEZ a remporté le contrat pour l'exploitation des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration de la région de Šumperk. Ce nouveau contrat, d'une durée de cinq ans et d'un montant total de 25 millions d'euros a débuté le 1^{er} janvier 2016.

France : SUEZ a pris une participation majoritaire de 52 % dans le centre de valorisation Méta Bio Energies, appartenant au groupe Chazé Environnement. Ce centre de valorisation est spécialisé dans la valorisation énergétique des biodéchets par méthanisation et la production d'amendement organique pour les sols.

Inde : Afin d'accélérer sa croissance sur le marché du traitement des eaux industrielles, SUEZ a conclu un accord en vue d'acquérir une participation majoritaire dans la société indienne

Driplex, l'un des principaux acteurs du marché industriel en Inde, pour un montant de 21 millions d'euros. Créée en 1974, Driplex, dont le siège est implanté à New Delhi, propose des solutions technologiques de traitement de l'eau à ses clients industriels en Inde ainsi qu'à l'étranger et a généré un chiffre d'affaires d'environ 20 millions d'euros en 2015. La finalisation de l'acquisition a eu lieu le 1^{er} mars 2016.

Inde : SUEZ remporte six nouveaux contrats municipaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, pour un montant global de 67 millions d'euros : trois contrats de traitement des eaux et de gestion des réseaux de distribution à Bangalore (État du Karnataka) et trois contrats de conception, construction et exploitation de 150 unités compactes de production d'eau potable dans l'État du Rajasthan.

Février 2016

France : SUEZ renforce son partenariat industriel avec Safran en signant un accord pour la gestion des déchets et la maintenance des installations d'assainissement sur 23 sites industriels de Safran en France. Ce contrat, d'un montant total de près de 10 millions d'euros pour une durée de trois ans, pourra être prolongé de deux ans. SUEZ aura pour mission d'optimiser et de valoriser les flux de déchets et de garantir la continuité et la maintenance des ouvrages d'assainissement des sites de Safran.

Afrique : SUEZ renforce sa présence en Afrique subsaharienne en remportant plusieurs nouveaux contrats dans six pays du continent (Burkina Faso, Kenya, Mali, Côte d'Ivoire, Nigeria et Bénin) pour un montant total de 56 millions d'euros. Grâce à des solutions innovantes adaptées aux enjeux locaux de croissance et d'urbanisation, le Groupe contribuera à des projets structurants dans la gestion de l'eau, qui viendront alimenter au total environ 5 millions d'habitants.

Mars 2016

Oman : Oman Power and Water Procurement (OPWP), la société en charge de l'approvisionnement en eau et en énergie du Sultanat d'Oman, a choisi le consortium Barka Desalination Company formé par SUEZ et ses partenaires pour le financement, la construction et l'exploitation d'une nouvelle usine de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 281 000 m³ par jour à Barka. Le groupe SUEZ est chargé de

la construction de l'usine et de son exploitation pour une durée de 20 ans. La phase de construction représente un montant total de 276 millions d'euros.

France : Le syndicat des eaux du Valenciennois renouvelle sa confiance à SUEZ avec un nouveau contrat pour la gestion du service public d'eau potable pour un montant de 16 millions d'euros par an sur 16 ans.

France : La ville de Poissy (Yvelines) renouvelle sa confiance à SUEZ en lui attribuant la délégation de son service public de l'eau potable pour 10 ans. Ce nouveau contrat, qui représente un chiffre d'affaires cumulé de 25,4 millions d'euros, a pris effet le 1^{er} janvier 2016. Parmi les nouveautés du contrat, la ville de Poissy a choisi de déployer la télérelève des compteurs sous 18 mois. Ce service innovant garantit notamment aux usagers

une facturation reflétant en permanence la consommation réelle et des alertes en cas de présomption de fuite ou de surconsommation.

Sri Lanka : SUEZ, à travers son activité Consulting, remporte deux contrats dans la réhabilitation et l'amélioration des performances des réseaux d'eau potable, pour une durée de trois ans.

Avril 2016

États-Unis : SUEZ remporte la gestion et l'exploitation des réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement de la ville américaine de Putnam (État du Connecticut) pour une durée de 10 ans, avec deux options de renouvellement de cinq ans. Ce contrat représente un montant de 30 millions de dollars américains (soit 27 millions d'euros) pour SUEZ, qui exploite déjà le réseau d'assainissement de la ville voisine de Killingly.

Australie : SUEZ signe un accord en vue d'acquiescer Perthwaste, l'un des principaux prestataires de services de traitement des déchets en Australie-Occidentale, pour un montant de 87 millions de dollars australiens (environ 58 millions d'euros). Perthwaste est implantée dans la zone métropolitaine de Perth et dans le sud-ouest de l'État d'Australie Occidentale avec de nombreux contrats dans les marchés municipaux. Elle devrait générer un chiffre d'affaires de plus de 50 millions de dollars australiens en 2016.

France : SUEZ remporte le contrat de gestion de la collecte et du tri des déchets de la communauté urbaine du Grand Dijon pour un chiffre d'affaires cumulé de 52 millions d'euros sur cinq ans.

Chine : SUEZ poursuit son développement sur le marché industriel en remportant trois nouveaux contrats de traitement des eaux industrielles en Chine, auprès d'acteurs majeurs des secteurs du Pétrole, du Gaz et de la Pétrochimie, pour un chiffre d'affaires total de 19 millions d'euros.

Pays-Bas : SUEZ et ENGIE Services lancent en partenariat une étude, dénommée « ReCharge », sur la possibilité de réutiliser des batteries de voitures usagées dans la chaîne énergétique.

Mai 2016

France : Le SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne) et SUEZ ont présenté sur l'usine de Valenton (Val-de-Marne), BioGNVAL, une solution inédite pour valoriser les eaux usées en biocarburant liquide. Le démonstrateur industriel BioGNVAL est le premier en France à valoriser le biogaz issu du traitement des eaux usées en biocarburant liquide (BioGNL), une énergie renouvelable, facilement stockable et transportable.

France : SUEZ a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance du 19 mai 2028, portant un coupon annuel fixe de 1,25 %. Profitant d'excellentes conditions de marché, cette opération a permis à SUEZ d'obtenir le plus bas coupon pour une émission à 12 ans. Cette émission s'inscrit dans la politique de financement de SUEZ, de diversification et d'allongement de la maturité de sa dette.

Australie : SUEZ s'est vu accorder la prolongation de son contrat d'exploitation et de maintenance de l'usine de traitement d'eau potable Prospect de Sydney. Ce contrat est ainsi prolongé de 14 ans, de 2021 à 2035, pour un montant estimé à environ 1 milliard de dollars australiens (environ 670 millions d'euros).

France : Arkema, acteur mondial de la chimie de spécialités et des matériaux avancés, a renouvelé et étendu son contrat avec SUEZ pour une durée de quatre ans et une valeur de 42 millions d'euros. SUEZ assurera désormais la gestion et la valorisation des flux de déchets sur 28 sites d'Arkema en France.

Suisse : EPURA, société anonyme propriété de la Ville de Lausanne, a choisi SUEZ et son partenaire suisse TECHFINA pour la réalisation d'installations de traitement des eaux usées, des micropolluants et des boues d'épuration à la station d'épuration de la région lausannoise à Vidy. Cette vitrine technologique et environnementale aura une capacité de 400 000 équivalent-habitants. Le montant total des trois contrats est de 56 millions d'euros pour le groupement SUEZ-TECHFINA.

Chine : En partenariat avec ATAL et China Harbour, SUEZ sera chargé de la conception, la construction de l'extension de la station de traitement des eaux usées de San Wai à Hong Kong, puis de l'exploitation de l'usine pour une durée de 10 ans. D'une durée totale de 15 ans, ce contrat représente une valeur globale de 353 millions d'euros, dont environ 99 millions d'euros pour SUEZ. Ce contrat renforce la présence de SUEZ à Hong Kong où il fournit depuis près de 30 ans des solutions innovantes et concrètes de gestion de l'eau et des déchets sur le modèle de l'économie circulaire.

Azerbaïdjan : SUEZ remporte un contrat de dépollution des sols à Bakou, pour un montant de 4 millions d'euros.

Ukraine : SUEZ Consulting remporte un contrat de supervision de la reconstruction d'une unité de traitement des eaux usées et des boues à Kharkiv, pour un montant de 3 millions d'euros.

Juin 2016

Sri Lanka : L'Office national en charge de la gestion de l'eau du Sri Lanka (NWSDB) a confié à SUEZ la conception et la construction de l'extension de l'usine de production d'eau potable Kelani Right Bank près de la capitale Colombo. En doublant la capacité existante de l'usine, le contrat permettra d'alimenter la population de la zone Nord-Est de la ville et de ses environs (rive droite de la rivière Kelani). L'ensemble du contrat représente un chiffre d'affaires de 168 millions d'euros.

Croatie : La ville de Dubrovnik a choisi SUEZ pour la construction d'une nouvelle usine de production d'eau potable. Cette dernière atteindra une capacité de traitement de l'eau de 25 000 m³/jour. Le montant total du contrat est de 7,5 millions d'euros.

Juillet 2016

Pologne : SUEZ remporte un contrat de 33 ans avec la ville de Mlawa pour la gestion des infrastructures municipales de traitement des eaux usées. Dans le cadre de ce contrat de 77 millions d'euros, SUEZ aura les missions suivantes : l'exploitation pendant trois années de l'usine de traitement des eaux usées existante, la conception, la construction et le financement de la nouvelle installation de traitement des eaux usées d'ici trois ans et enfin l'exploitation de la nouvelle infrastructure durant 30 ans.

Mexique : SUEZ a été sélectionné pour la construction et l'exploitation de la plus grande usine de dessalement du continent américain à Rosarito. La construction de l'usine sera réalisée en deux étapes : les travaux de construction débuteront en 2017 pour produire 190 000 m³ d'eau potable par jour d'ici trois ans, puis à partir de 2019 la deuxième phase permettra de doubler la production en eau potable dès 2024 (capacité totale de 380 000 m³/jour). La durée du contrat d'exploitation de l'usine sera de 37 ans.

Maroc : SUEZ et RENAULT signent un nouvel accord pour une gestion durable et efficace des sites de production au Maroc, pour une durée de trois ans.

Espagne : Le 20 juillet 2016, un accord a été conclu pour la cession des participations de SUEZ et de Criteria au sein d'Aguas de Valencia à Fomento Urbano de Castellón. Le montant global de cette transaction, portant sur 33,1 % des actions d'Aguas de Valencia, s'élève à 70 millions d'euros. La part des titres cédés par SUEZ représente 18,5 %.

4 Rapport semestriel d'activité

L'activité de SUEZ au cours du premier semestre 2016 est en croissance, essentiellement soutenue par le dynamisme de la division International et ce dans un contexte macro-économique qui demeure médiocre en Europe.

La performance opérationnelle apparaît en baisse par rapport à celle de 2015 du fait des effets devises négatifs, de la baisse du prix de l'électricité et de la climatologie défavorable au cours du semestre.

En effet, l'**EBITDA**⁽¹⁾ est en baisse de 1,7 %. L'**EBIT**⁽¹⁾ recule quant à lui de 1,0 % ; sa décroissance est moindre que celle de l'EBITDA, les impacts de la fin du contrat de distribution d'eau potable de Lille étant moins importants sur ce dernier indicateur.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 174,0 millions d'euros comparé à 140,7 millions en 2015, soit une croissance de + 23,7 %. Cette variation significative s'explique notamment par une baisse des charges de restructuration, des coûts liés au déploiement de la marque unique, ainsi que du résultat net attribuable aux minoritaires.

Le **cash-flow libre** avant cessions et investissements de développement s'élève à 179 millions d'euros, en retrait par rapport au **cash-flow libre** du premier semestre 2015 qui s'établissait à 322 millions d'euros.

La **dette financière nette** s'élève à 8 765,2 millions d'euros au 30 juin 2016, contre 8 083,2 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette hausse affichée provient d'une part du paiement en numéraire de l'ensemble des dividendes au cours du premier semestre pour 508 millions d'euros et d'autre part de la saisonnalité du besoin en fonds de roulement.

Événements importants du premier semestre 2016

Renforcement des positions du Groupe dans l'eau industrielle et le traitement des déchets

► Acquisition de la société Driplex en Inde

Le 1^{er} mars 2016, SUEZ a acquis une participation majoritaire de 74 % dans la société indienne Driplex, l'un des principaux acteurs du marché dans le traitement de l'eau à des clients industriels en Inde pour un montant de 21 millions d'euros.

La société est spécialisée dans l'ingénierie, la conception, la fabrication et la mise en service de stations de production d'eau, de process et de traitement des effluents pour des secteurs industriels comme l'énergie, le pétrole et le gaz, et a généré un chiffre d'affaires d'environ 20 millions d'euros en 2015.

► Acquisition de la société Perthwaste en Australie

Le 31 mai 2016, SUEZ a finalisé l'acquisition de la société Perthwaste, l'un des principaux prestataires de services de traitement des déchets en Australie-Occidentale, pour un montant de 87 millions de dollars australiens (environ 58 millions d'euros).

Cette société, qui emploie 185 personnes, devrait générer un chiffre d'affaires de plus de 50 millions de dollars australiens en 2016 (environ 34 millions d'euros).

(1) Après prise en compte de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe et hors impact IFRIC 21.

Apport de la marque SUEZ par ENGIE

Le 2 mars 2016, SUEZ et ENGIE ont conclu un contrat d'apport prévoyant :

- ▶ l'apport par ENGIE à SUEZ de l'intégralité du capital de la société SUEZ IP, qui détient l'ensemble des droits de propriété intellectuelle liés à la marque SUEZ ;
- ▶ la valorisation de l'apport de 100 % du capital de la société SUEZ IP à 30 millions d'euros ;

- ▶ une rémunération de cet apport par l'émission de 1 757 778 actions ordinaires nouvelles de SUEZ, représentant 0,3 % du capital social de la Société.

Le 23 mars 2016, cette opération d'apport et l'augmentation de capital associée ont été réalisées.

Nouvelle émission obligataire

Le 13 mai 2016, SUEZ a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance du 19 mai 2028, portant un coupon annuel fixe de 1,25 %.

4.1 Évolution de l'activité et du résultat des opérations

Au premier semestre 2016, SUEZ a enregistré un **chiffre d'affaires** de 7 455 millions d'euros en croissance de + 2,2 %. Cette hausse de + 160 millions d'euros se décompose comme suit :

- ▶ une croissance organique de + 199 millions d'euros. La division Eau Europe est quasiment stable (- 2 millions d'euros, soit - 0,1 %). La performance du semestre a été grevée par la baisse des volumes plus marquée que la tendance de moyen terme, notamment en France et au Chili ; cette diminution est le résultat de conditions météorologiques particulièrement défavorables avec une pluviométrie anormalement élevée. La fin du contrat de Lille et le contexte faiblement inflationniste en Europe ont également pesé sur le développement du chiffre d'affaires de la division. Enfin, l'incertitude politique en Espagne a entraîné un report des renégociations tarifaires. La division Recyclage et Valorisation Europe, quant à elle, est en très léger recul de - 0,2 % soit - 6 millions d'euros, avec des situations très inégales selon les pays : la hausse de la contribution du Royaume-Uni, tirée par la mise en service de nouvelles capacités de traitement compense la baisse de l'activité en France, affectée notamment par la baisse des prix du métal recyclé et de l'électricité. Enfin, la division International affiche une hausse de + 211 millions d'euros (+ 11,6 %) avec des activités en croissance en Asie, en Afrique/Inde/Moyen-Orient, en Australie et en Amérique du Nord, mais un chiffre d'affaires en baisse dans la division Europe/Amérique latine, qui s'explique notamment par une baisse du chiffre d'affaires en Espagne ;
- ▶ des effets de périmètre positifs de + 77 millions d'euros correspondant essentiellement à la contribution des sociétés Nantaise des Eaux et Driplex ;
- ▶ des effets de change défavorables pour - 116 millions d'euros dus principalement au peso chilien (- 37 millions d'euros), à la livre sterling (- 32 millions d'euros) et au dollar australien (- 29 millions d'euros).

L'**EBITDA** est en baisse de - 22 millions d'euros à 1 271 millions d'euros, soit - 1,7 %, résultant des variations suivantes :

- ▶ une décroissance organique de - 25 millions d'euros soit - 1,9 %, principalement expliquée par l'impact de la baisse de l'électricité sur la performance de Recyclage et Valorisation Europe et la fin du contrat de Lille dans la division Eau Europe qui n'ont été que partiellement compensés par la progression de la rentabilité de l'International ;
- ▶ des effets de périmètre positifs de + 36 millions d'euros, liés principalement à une reprise de provision dans le cadre de la finalisation de l'opération ayant permis fin 2015 à Suyu de prendre une participation de 25,1 % dans Derun Environment. Ces sociétés étant mises en équivalence, le résultat net part du Groupe de Suyu est inclus dans l'EBITDA et l'EBIT selon les définitions retenues par SUEZ ;
- ▶ des effets de change défavorables pour - 32 millions d'euros.

L'**EBIT** s'élève à 598 millions d'euros, en baisse de - 6 millions d'euros (- 1,0 %) par rapport au premier semestre 2015 ; sa décroissance est moindre que celle de l'EBITDA, les impacts de la fin du contrat de distribution d'eau potable de Lille étant plus faibles sur cet indicateur.

Le **résultat des activités opérationnelles (RAO)** après quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe s'élève à 525 millions d'euros à comparer à 502 millions d'euros au premier semestre 2015, en hausse de 23 millions d'euros. Cette variation s'explique notamment par un montant beaucoup plus faible des coûts de mise en place de la marque unique et des frais de restructuration.

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 174 millions d'euros, comparé à 141 millions d'euros au premier semestre 2015. Cette variation s'explique principalement par l'évolution du RAO et la baisse du résultat net attribuable aux minoritaires.

Le **résultat par action** ressort à 0,30 euro sur le premier semestre 2016 contre 0,21 euro par action au premier semestre 2015, soit une progression de 42,9 %.

4.2 Évolution des secteurs opérationnels

Le **chiffre d'affaires** du premier semestre 2016 s'élève à 7 455 millions d'euros en hausse de + 2,2 % par rapport à 2015 grâce à une activité soutenue dans la division International et à un effet périmètre positif pour + 1,1 % ; elle est plus ralentie dans les divisions Eau Europe et Recyclage et Valorisation Europe, compte tenu d'un contexte macroéconomique toujours peu porteur et d'une climatologie défavorable. Cela se traduit par une croissance organique du Groupe de + 2,7 %, soit + 199 millions d'euros, qui se décompose par divisions de la façon suivante :

Eau Europe affiche une quasi-stabilité organique de son chiffre d'affaires à - 0,1 % (- 2 millions d'euros) due à :

- ▶ une décroissance organique de - 3,8 % pour Eau France (- 39 millions d'euros) résultant principalement de la fin du contrat de Lille ;
- ▶ une croissance organique de + 3,0 % chez Agbar (+ 36 millions d'euros) grâce aux hausses de tarifs au Chili et à la croissance des volumes en Espagne.

La division **Recyclage et Valorisation Europe** est en très légère baisse organique de - 0,2 % (- 6 millions d'euros) qui s'explique principalement par la diminution des prix de certaines matières premières secondaires sur le semestre, essentiellement le métal recyclé (- 23 %) et l'électricité ; la contribution du Royaume-Uni est très positive grâce à la mise en service de nouvelles capacités de traitement. Par zone géographique, la variation organique est de - 3,7 % en France, + 7,3 % au Royaume-Uni et en Scandinavie, + 0,8 % dans la zone Benelux/Allemagne et + 1,7 % en Europe centrale.

L'International affiche une variation organique de + 11,6 % (+ 211 millions d'euros), résultant des tendances suivantes :

- ▶ croissance en Amérique du Nord (+ 3,8 %, + 16 millions d'euros), grâce à l'obtention de hausses tarifaires ;
- ▶ légère décroissance en Europe/Amérique latine (- 1,4 %, - 4 millions d'euros) provenant notamment d'une baisse de l'activité en Espagne ;

- ▶ dynamisme des activités dans la zone Afrique-Moyen-Orient-Inde (+ 14,3 %, + 65 millions d'euros) lié aux contrats de traitement de l'eau au Moyen-Orient récemment gagnés ;
- ▶ forte hausse des activités en Australie (+ 7,8 %, + 38 millions d'euros) grâce aux activités déchets qui poursuivent leur développement ;
- ▶ très forte croissance en Asie (+ 59,5 %, + 96 millions d'euros) résultat de la mise en vigueur de nouveaux contrats de construction.

L'**EBITDA** s'établit à 1 271 millions d'euros, en variation organique de - 1,9 % (- 25 millions d'euros) qui se décompose comme suit :

- ▶ **Eau Europe** est en décroissance organique de - 4,6 % (- 31 millions d'euros) principalement expliquée par la fin du contrat de Lille et des conditions météorologiques défavorables ;
- ▶ **Recyclage et Valorisation Europe** est en baisse de - 4,1 % (- 15 millions d'euros) qui s'explique principalement par l'effet de la baisse des prix de l'électricité et de certaines matières premières secondaires ;
- ▶ à l'**International**, l'EBITDA est en forte augmentation de + 12,9 % (+ 39 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2015 résultant de la bonne performance de la plupart des régions.

L'**EBIT** s'établit à 598 millions d'euros, en variation organique de - 2,3 % (- 14 millions d'euros) qui se décompose comme suit :

- ▶ **Eau Europe** est en décroissance organique de - 5,9 % (- 19 millions d'euros) ;
- ▶ **Recyclage et Valorisation Europe** est en retrait de - 8,2 % (- 11 millions d'euros) ;
- ▶ à l'**International**, l'EBIT est en augmentation de + 14,6 % (+ 29 millions d'euros).

4.3 Autres éléments du compte de résultat

Le **résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe** s'élève à 525 millions d'euros au 30 juin 2016. Il s'explique par l'EBIT de 598 millions d'euros, auquel s'ajoutent - 34 millions d'euros d'éléments exceptionnels nets et - 39 millions d'euros d'impact lié à l'application de l'interprétation IFRIC 21 à compter du 1^{er} janvier 2015. Les éléments exceptionnels comprennent principalement - 7 millions d'euros liés à la mise en place de la nouvelle marque mondiale unique et - 19 millions d'euros de coûts de restructuration.

Le **résultat financier** au 30 juin 2016 s'élève à - 209 millions d'euros contre - 200 millions d'euros au premier semestre 2015. Cette hausse s'explique notamment par la hausse du niveau d'endettement net par rapport au premier semestre 2015 liée au rachat des minoritaires de Sembsita (Australie) au deuxième

semestre 2015 pour 312 millions d'euros. Le coût moyen de la dette nette est quant à lui passé de 4,30 % au premier semestre 2015 à 3,78 % au premier semestre 2016.

L'**impôt sur les bénéfices** est en hausse de 7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015. Le taux effectif d'impôt s'établit à 26,9 %, et s'explique principalement par le fait que de nombreuses sociétés opérationnelles du Groupe sont implantées dans des pays appliquant des taux d'imposition plus faibles qu'en France et par l'extension du périmètre du groupe d'intégration fiscale australien.

Le **résultat net des participations ne donnant pas le contrôle** s'établit à + 84 millions d'euros, en baisse de 27 millions d'euros par rapport au premier semestre 2015.

4.4 Financement

Flux issus des activités opérationnelles

La marge brute d'autofinancement avant charges financières et impôt (MBAO) s'élève à 977 millions d'euros au 30 juin 2016 comparée à 1 030 millions d'euros au premier semestre 2015. Cette variation s'explique principalement par l'évolution de l'EBITDA, hors quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence qui représente une diminution de - 40 millions d'euros.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) a un impact négatif de - 284 millions d'euros sur le premier semestre contre - 207 millions d'euros sur le premier semestre 2015.

Au total, les flux des activités opérationnelles dégagent un excédent de trésorerie de + 634 millions d'euros sur le premier semestre 2016, en baisse de - 153 millions d'euros par rapport au 30 juin 2015, due notamment aux effets décrits ci-dessus cumulés à la hausse des impôts décaissés qui atteignent 59 millions d'euros (contre 36 millions d'euros en 2015).

Flux issus des activités d'investissement

Les flux des activités d'investissement intègrent notamment :

- ▶ des investissements de maintenance pour 288 millions d'euros, soit 3,9 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe ;
- ▶ des investissements de développement pour 231 millions d'euros ;

- ▶ des investissements financiers pour 133 millions d'euros, correspondant notamment à l'acquisition des titres des sociétés Driplex et Perthwaste à l'International ;
- ▶ des cessions pour 28 millions d'euros.

Au total, les flux des activités d'investissement génèrent ainsi un besoin de trésorerie de - 647 millions d'euros, contre - 586 millions d'euros sur le premier semestre 2015.

Flux issus des activités de financement

Le montant des dividendes versés en numéraire s'élève à 508 millions d'euros au 30 juin 2016.

Au total, les flux des activités de financement génèrent un excédent de trésorerie de + 132 millions d'euros sur les six premiers mois de l'exercice 2016 contre + 79 millions d'euros en 2015.

Endettement net au 30 juin 2016

L'endettement net au 30 juin 2016 s'élève à 8 765 millions d'euros, contre 8 083 millions d'euros à fin décembre 2015. Cette variation s'explique principalement par :

- ▶ le versement des dividendes sur le premier semestre 2016 pour 508 millions d'euros ;

- ▶ la variation du besoin en fonds de roulement pour - 284 millions d'euros, traduction de l'effet de saisonnalité traditionnellement défavorable au cours du premier semestre.

Au 30 juin 2016, le Groupe disposait de facilités de crédit autorisées et non tirées pour un montant total de 2 097 millions d'euros dont 946 millions viennent en garantie des billets de trésorerie.

4.5 Autres postes de l'état de situation financière

Les **immobilisations incorporelles nettes** et **goodwill** s'établissent à 7 647 millions d'euros, soit une baisse de 46 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015 résultant principalement des variations de périmètre de la période pour

134 millions d'euros, des acquisitions pour 93 millions d'euros, des effets change (- 92 millions d'euros) et des amortissements et pertes de valeur de la période (- 199 millions d'euros).

Les **immobilisations corporelles nettes** s'élèvent à 8 250 millions d'euros, contre 8 275 millions d'euros au 31 décembre 2015, soit une baisse de 25 millions d'euros, résultant principalement des acquisitions pour 306 millions d'euros et des amortissements et pertes de valeur de la période (- 356 millions d'euros).

Les **participations dans les entreprises associées** sont en baisse de 24 millions d'euros tandis que les **participations dans les coentreprises** sont en hausse de 34 millions d'euros.

Les **capitaux propres totaux** s'établissent à 6 380 millions d'euros, en baisse de 425 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015 principalement du fait des dividendes distribués.

Les **provisions** sont en hausse au 30 juin 2016 de + 110 millions d'euros et s'élèvent à 2 062 millions d'euros, contre 1 952 millions d'euros au 31 décembre 2015. Cette hausse résulte principalement des variations des pertes et gains actuariels pour + 163 millions d'euros enregistrées sur les provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme et des reprises nettes sur l'ensemble des natures de provisions pour - 67 millions d'euros.

Les **impôts différés** représentent un actif net de 286 millions d'euros, contre 196 millions d'euros au 31 décembre 2015.

4.6 Transactions avec des parties liées

La Note 14 aux états financiers consolidés semestriels condensés ci-après détaille les opérations significatives avec les parties liées. Ces transactions sont essentiellement avec ENGIE (principalement dans le cadre du contrat synthétique argentin).

4.7 Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Le chapitre « Facteurs de risques » (chapitre 4) du Document de Référence 2015 de SUEZ contient une description détaillée des facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé. Il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes autres que ceux présentés dans ce document.

4.8 Perspectives 2016

Dans un contexte macro-économique en Europe plus difficile qu'anticipé en début d'année et dont les effets ont été accentués par une climatologie défavorable au second trimestre, SUEZ a immédiatement réagi et décidé, pour l'exercice 2016, des mesures complémentaires ; elles incluent, d'une part, un accroissement de 30 millions d'euros du programme d'optimisation des coûts COMPASS et d'autre part, un contrôle accru du niveau d'endettement. Ainsi, SUEZ reste pleinement mobilisé en vue d'atteindre ses objectifs 2016 ⁽¹⁾.

Ces objectifs et ces perspectives ont été établis sur la base des principes comptables établis par le Groupe pour l'élaboration des états financiers consolidés condensés figurant au chapitre 5 du présent Rapport financier semestriel.

(1) Basés sur une stabilité de la production industrielle en Europe en 2016 et sur la stabilité des prix des matières premières par rapport aux hypothèses budgétaires.

états financiers consolidés de SUEZ au 30 juin 2016

5

5.1 États de situations financières consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles nettes	6	4 131,3	4 213,6
Goodwill	6	3 515,7	3 479,5
Immobilisations corporelles nettes	6	8 249,9	8 274,9
Titres disponibles à la vente	8.1	175,9	180,1
Prêts et créances au coût amorti	8.1	760,1	767,4
Instruments financiers dérivés	8.4	192,4	197,0
Participations dans les coentreprises	7.1	618,6	584,6
Participations dans les entreprises associées	7.2	736,1	760,4
Autres actifs		285,1	302,9
Impôts différés Actif	4.4	880,2	832,1
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		19 545,3	19 592,5
Actifs courants			
Prêts et créances au coût amorti	8.1	107,4	130,3
Instruments financiers dérivés	8.4	62,9	6,1
Clients et autres débiteurs	8.1	4 503,2	3 966,5
Stocks		282,2	274,0
Autres actifs		1 559,2	1 523,3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	8.1	71,8	59,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	2 214,2	2 079,0
TOTAL ACTIFS COURANTS		8 800,9	8 039,1
TOTAL ACTIF		28 346,2	27 631,6
Capitaux propres			
Capitaux propres part du Groupe		4 984,1	5 419,8
Participations ne donnant pas le contrôle	10	1 395,9	1 385,6
TOTAL CAPITAUX PROPRES		6 380,0	6 805,4
Passifs non courants			
Provisions	11	1 549,2	1 458,0
Dettes financières	8.3	8 828,7	8 501,1
Instruments financiers dérivés	8.4	68,8	45,1
Autres passifs financiers	8.2	8,1	3,0
Autres passifs		904,5	911,5
Impôts différés Passif	4.4	594,2	636,6
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		11 953,5	11 555,3
Passifs courants			
Provisions	11	512,5	493,8
Dettes financières	8.3	2 385,8	1 853,9
Instruments financiers dérivés	8.4	57,9	40,1
Fournisseurs et autres créanciers	8.2	2 848,6	2 991,2
Autres passifs		4 207,9	3 891,9
TOTAL PASSIFS COURANTS		10 012,7	9 270,9
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		28 346,2	27 631,6

N.B. : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux ou variations.

5.2 Comptes de résultat consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Note	30 juin 2016	30 juin 2015
Chiffre d'affaires	3.2	7 455,1	7 294,7
Achats		(1 476,6)	(1 438,3)
Charges de personnel		(1 998,5)	(1 911,4)
Amortissements, dépréciations et provisions		(535,4)	(548,9)
Autres charges opérationnelles		(3 093,9)	(3 031,1)
Autres produits opérationnels		105,0	111,5
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	4.2	455,7	476,5
Mtm sur instruments financiers à caractère opérationnel		(1,2)	1,6
Perte de valeurs sur actifs corporels, incorporels et financiers		(16,2)	(14,1)
Restructurations		(19,3)	(27,5)
Effets de périmètre		2,9	(6,6)
Autres résultats de cessions		6,4	5,9
Frais liés au changement de marque et d'identité visuelle		(6,5)	(18,4)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	4.2	421,8	417,4
Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe		102,7	84,2
<i>Dont quote-part de résultat net des coentreprises</i>	7.1	61,8	37,2
<i>Dont quote-part de résultat net des entreprises associées</i>	7.2	40,9	47,0
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE DANS LE PROLONGEMENT DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE		524,5	501,6
Charges financières		(244,7)	(238,5)
Produits financiers		35,3	38,8
Résultat financier	4.3	(209,4)	(199,7)
Impôt sur les bénéfices	4.4	(57,1)	(50,2)
RÉSULTAT NET		258,0	251,7
Résultat net part du Groupe	5	174,0	140,7
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		84,0	111,0
Résultat net part du Groupe par action (en euros)	5	0,30	0,21
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	5	0,29	0,21

5.3 États des résultats globaux consolidés

En millions d'euros

	30 juin 2016	30 juin 2016 Quote-part du Groupe	30 juin 2016 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle	30 juin 2015	30 juin 2015 Quote-part du Groupe	30 juin 2015 Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle
Résultat net	258,0	174,0	84,0	251,7	140,7	111,0
Actifs financiers disponibles à la vente	(2,2)	(2,1)	(0,1)	0,5	0,4	0,1
Couverture d'investissement net	49,7	49,7	-	(97,7)	(97,7)	-
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)	(24,7)	(25,7)	1,0	23,6	19,9	3,7
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)	4,5	4,5	-	4,5	4,5	-
Impôts différés sur les éléments ci-dessus	(0,4)	(0,1)	(0,3)	0,1	1,2	(1,1)
Quote-part des coentreprises sur éléments recyclables, nette d'impôt	(7,8)	(7,8) ^(a)	-	137,4	137,4 ^(a)	-
Quote-part des entreprises associées sur éléments recyclables, nette d'impôt	(14,2)	(14,2)	-	(6,9)	(6,9)	-
Écarts de conversion	(75,9)	(121,3) ^(b)	45,4	223,1	180,6 ^(b)	42,5
Total éléments recyclables	(71,0)	(117,0)	46,0	284,6	239,4	45,2
Pertes et gains actuariels	(164,4)	(161,7)	(2,7)	64,9	72,1	(7,2)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels	36,6	35,9	0,7	(40,3)	(42,2)	1,9
Quote-part des coentreprises sur éléments non recyclables, nette d'impôt	-	-	-	-	-	-
Quote-part des entreprises associées sur éléments non recyclables, nette d'impôt	(7,7)	(7,7)	-	(1,6)	(1,6)	-
Total éléments non recyclables	(135,5)	(133,5)	(2,0)	23,0	28,3	(5,3)
RÉSULTAT GLOBAL	51,5	(76,5)	128,0	559,3	408,4	150,9

(a) Cette variation s'explique principalement par la réévaluation des titres de Chongqing Water Group qui ne sont plus comptabilisés dans les résultats globaux mais en résultat suite à la prise d'influence notable le 31 décembre 2015. Au 30 juin 2015 cette variation s'expliquait par la variation de la juste valeur de ces mêmes titres. Se reporter à la Note 7.1.

(b) Cette variation s'explique principalement par la dépréciation du dollar américain et de la livre sterling.

5.4 États des variations des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Écarts de conversion	Actions propres	Titres super subordonnés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2014 publiés	540 233 829	2 160,9	4 417,4	(2 154,0)	(7,4)	159,7	(37,0)	938,3	5 477,9	1 518,5	6 996,4
Retraitement IFRIC 21 ^(a)				8,3					8,3		8,3
Capitaux propres au 31 décembre 2014 retraités	540 233 829	2 160,9	4 417,4	(2 145,7)	(7,4)	159,7	(37,0)	938,3	5 486,2	1 518,5	7 004,7
Résultat net				140,7					140,7	111,0	251,7
Autres éléments du résultat global				28,9	12,8	226,0			267,7	39,9	307,6
Résultat global				169,6	12,8	226,0	-	-	408,4	150,9	559,3
Rémunération sur base d'actions				4,6					4,6	-	4,6
Dividendes distribués en numéraire				(350,3)					(350,3)	(133,4)	(483,7)
Rachat partiel titres super subordonnés 2010 (dont prime de rachat)				(7,9)				(450,0)	(457,9)		(457,9)
Émission d'une nouvelle souche de titres super subordonnés								500,0	500,0		500,0
Frais de mise en place d'une nouvelle souche de titres super subordonnés								(5,3)	(5,3)		(5,3)
Coupons des titres super subordonnés				(26,4)					(26,4)		(26,4)
Achat/vente de titres d'autocontrôle				(6,2)			4,6		(1,6)		(1,6)
Augmentation/réduction de capital	895 111	3,6	(3,9)	0,3					-		-
Transactions entre actionnaires				(1,2)					(1,2)	(11,0)	(12,2)
Autres variations				1,2					1,2	(0,1)	1,1
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015	541 128 940	2 164,5	4 413,5	(2 362,0)	5,4	385,7	(32,4)	983,0	5 557,7	1 524,9	7 082,6
Capitaux propres au 31 décembre 2015	542 643 468	2 170,5	4 406,8	(2 260,1)	(171,5)	320,6	(29,4)	982,9	5 419,8	1 385,6	6 805,4
Résultat net				174,0					174,0	84,0	258,0
Autres éléments du résultat global				(133,0)	16,9	(134,4)			(250,5)	44,0	(206,5)
Résultat global				41,0	16,9	(134,4)	-	-	(76,5)	128,0	51,5
Rémunération sur base d'actions				2,1					2,1		2,1
Dividendes distribués en numéraire				(352,6)					(352,6)	(140,6)	(493,2)
Coupons des titres super subordonnés				(27,4)					(27,4)		(27,4)
Achat/vente de titres d'autocontrôle				(1,2)			0,6		(0,6)		(0,6)
Augmentation/réduction de capital ^(b)	1 757 778	7,0	22,1	0,7					29,8		29,8
Souscription des participations de donnant pas le contrôle									-	17,8	17,8
Transactions entre actionnaires				(8,9)					(8,9)		(8,9)
Regroupements d'entreprises										4,9	4,9
Autres variations				(1,6)					(1,6)	0,2	(1,4)
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016	544 401 246	2 177,5	4 428,9	(2 608,0)	(154,6)	186,2	(28,8)	982,9	4 984,1	1 395,9	6 380,0

(a) Les données au 31 décembre 2014 ont été retraitées à des fins de comparabilité pour prise en compte de l'interprétation IFRIC 21.

(b) Augmentation de capital de 30,0 millions d'euros en rémunération de l'apport de la marque SUEZ par ENGIE et - 0,2 million d'euros de frais de mise en place. Se reporter en Note 2.2 du présent chapitre.

5.5 États des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	Note	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net		258,0	251,7
- Quote-part de résultat net des coentreprises	7.1	(61,8)	(37,2)
- Quote-part de résultat net des entreprises associées	7.2	(40,9)	(47,0)
+ Dividendes reçus des coentreprises et entreprises associées		53,9	76,7
- Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations		513,3	540,6
- Effets de périmètre, autres éléments non récurrents		(16,5)	(8,4)
- Autres éléments sans effet de trésorerie		4,3	3,3
- Charge d'impôt	4.4	57,1	50,2
- Résultat financier	4.3	209,4	199,7
MBA avant résultat financier et impôt		976,8	1 029,6
+ Impôt décaissé		(58,8)	(35,9)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		(284,3)	(206,5)
Flux issus des activités opérationnelles		633,7	787,2
Investissements corporels et incorporels	3.4.3	(519,0)	(571,3)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	3.4.3	(92,9)	(35,1)
Acquisitions de participations dans les coentreprises et entreprises associées	3.4.3	(19,3)	(7,8)
Acquisitions de titres disponibles à la vente	3.4.3	(17,8)	(29,7)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		21,1	20,2
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés		0,2	29,6
Cessions de participations dans les coentreprises et entreprises associées		-	5,1
Cessions de titres disponibles à la vente		7,1	7,0
Intérêts reçus/(versés) d'actifs financiers non courants		(3,6)	1,3
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants		0,9	2,8
Variation des prêts et créances émis par l'entreprise et autres		(24,0)	(8,4)
Flux issus des activités d'investissement		(647,3)	(586,3)
Dividendes payés ^(a)		(545,7)	(545,1)
Remboursement de dettes financières	8	(329,1)	(342,4)
Variation des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat		(11,5)	(10,4)
Intérêts financiers versés		(182,4)	(175,2)
Intérêts financiers reçus sur trésorerie et équivalents de trésorerie		17,5	16,2
Flux sur instruments financiers dérivés de couverture d'investissement net et soultes sur instruments financiers dérivés		35,0	(108,0)
Augmentation des dettes financières	8	1 133,3	1 220,8
Augmentation/diminution de capital		17,8	-
Rachat partiel de titres super subordonnés	8.3.2	-	(457,9)
Émission de titres super subordonnés nets de frais d'émission	8.3.2	-	494,7
Achat/vente de titres d'autocontrôle		(0,5)	(1,7)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	3.4.3	(2,6)	(12,2)
Flux issus des activités de financement		131,8	78,8
Effet des variations de change et divers		17,0	10,8
TOTAL DES FLUX DE LA PÉRIODE		135,2	290,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		2 079,0	2 248,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8	2 214,2	2 539,3

(a) Y compris retenues à la source et coupon des titres super subordonnés.

5.6 Notes annexes aux états financiers consolidés

NOTE 1	Base de présentation, principes et méthodes comptables	16	NOTE 9	Gestion des risques liés aux instruments financiers	38
NOTE 2	Opérations majeures	18	NOTE 10	Participations ne donnant pas le contrôle	42
NOTE 3	Information sectorielle	19	NOTE 11	Provisions	44
NOTE 4	Compte de résultat	22	NOTE 12	Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire	45
NOTE 5	Résultat par action	25	NOTE 13	Procédures judiciaires et d'arbitrage	46
NOTE 6	Goodwills et immobilisations	26	NOTE 14	Transactions avec des parties liées	48
NOTE 7	Participations dans les coentreprises et entreprises associées	27	NOTE 15	Événements postérieurs à la clôture	48
NOTE 8	Instruments financiers	31			

NOTE 1 Base de présentation, principes et méthodes comptables

► 1.1 Base de présentation

SUEZ, société mère du Groupe est une Société Anonyme soumise aux dispositions du livre II du Code de commerce, ainsi qu'à toutes les autres dispositions légales applicables aux sociétés commerciales françaises. Elle a été constituée en novembre 2000. Le siège du Groupe est domicilié Tour CB21 – 16 place de l'Iris – 92040 Paris La Défense – France.

Le Groupe est un acteur mondial dans la gestion du cycle de l'eau et du cycle des déchets. Lors de l'Assemblée Générale du 28 avril 2016, la dénomination sociale de SUEZ ENVIRONNEMENT COMPANY est devenue SUEZ. SUEZ est coté sur les marchés Euronext Paris (Compartiment A) et Euronext Bruxelles depuis le 22 juillet 2008.

En date du 27 juillet 2016, les états financiers consolidés condensés semestriels de la société SUEZ et de ses filiales au 30 juin 2016, ont été présentés au Conseil d'Administration de SUEZ qui a autorisé leur publication.

► 1.2 Référentiel

En application du Règlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales (IFRS), les états financiers consolidés annuels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et aux IFRS adoptées par l'Union européenne ⁽¹⁾.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du Groupe, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2016, ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Les états financiers consolidés condensés semestriels n'incluent donc pas toutes les notes et informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2015, sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

(1) Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm

► 1.3 Principes comptables

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés condensés semestriels sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2015 conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne (UE), à l'exception des éléments mentionnés ci-dessous au paragraphe 1.3.1.

1.3.1 Normes, amendements et interprétations appliqués par le Groupe à partir du 1^{er} janvier 2016

Les textes appliqués pour la première fois par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2016 sont les suivants :

- améliorations annuelles des IFRS Cycle 2012-2014 ;
- amendements à IAS 1 – Initiative concernant les informations à fournir ;
- amendements à IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes de dépréciation et d'amortissement acceptables ;
- amendements à IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions de participations dans des activités conjointes.

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence sur les comptes du Groupe ou leur présentation.

1.3.2 Normes IFRS et amendements applicables postérieurement au 30 juin 2016 et non anticipés par le Groupe

NORMES ET AMENDEMENTS PUBLIÉS PAR L'IASB ET NON ENCORE ADOPTÉS PAR L'UE

- IFRS 9 – Instruments financiers ⁽¹⁾ ;
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ⁽¹⁾ ;
- IFRS 16 – Contrats de location ⁽¹⁾ ;
- amendements à IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir ⁽¹⁾ ;
- amendements à IAS 12 – Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes latentes ⁽¹⁾ ;
- amendements à IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise ⁽¹⁾ ;
- amendement à IFRS 15 – Clarification à la norme IFRS 15 ⁽¹⁾.

L'analyse des incidences de l'application de ces normes et amendements est en cours.

- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires ⁽¹⁾.

Cette norme n'aura aucun impact sur les comptes du Groupe puisqu'elle est destinée aux premiers adoptants des normes IFRS.

► 1.4 Utilisation d'estimations et du jugement

La crise économique et financière se poursuivant, le Groupe maintient ses procédures de suivi des risques sur les instruments financiers. Cet environnement de crise et de volatilité importante des marchés est pris en considération par le Groupe dans les estimations comme les *business plans* et les différents taux d'actualisation utilisés à la fois pour les tests de valeur et les calculs de provisions.

1.4.1 Estimations

La préparation des états financiers consolidés condensés semestriels nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de la période.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, le Groupe révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe pour l'établissement des états financiers consolidés condensés semestriels portent principalement sur :

- l'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- l'évaluation des provisions et notamment les provisions pour litiges ainsi que les engagements de retraite et assimilés ;
- l'évaluation des passifs de renouvellement ;
- l'évaluation des instruments financiers ;
- l'évaluation du chiffre d'affaires réalisé et non relevé, dit « en compteur » ;
- l'évaluation des marges à terminaison des contrats de construction ;
- l'évaluation des déficits fiscaux reportables activés.

Des informations complémentaires sur le contenu de ces estimations sont présentées dans la Note 1 aux états financiers consolidés 2015.

1.4.2 Jugement

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe a fait usage de jugement pour définir le traitement comptable adéquat de certaines activités et transactions notamment lorsque les normes et interprétations IFRS en vigueur ne traitent pas de manière précise des problématiques comptables concernées.

En particulier, le Groupe a exercé son jugement pour la comptabilisation des contrats de concession et la classification des accords qui contiennent des contrats de location.

(1) Ces normes et interprétations n'étant pas encore adoptées par l'Union européenne, il s'agit d'une traduction libre.

Conformément à IAS 1, le Groupe présente séparément dans l'état de situation financière les actifs courants et non courants, et les passifs courants et non courants. Au regard de la majorité des activités du Groupe, il a été considéré que le critère à retenir pour la classification est le délai de réalisation de l'actif ou de règlement du passif : en courant si ce délai est inférieur à 12 mois et en non courant s'il est supérieur à 12 mois.

► 1.5 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont, par nature, des activités saisonnières mais les variations climatiques ont des effets plus importants que la saisonnalité sur les différents indicateurs d'activité et de résultat opérationnel. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2016 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2016.

Impôt sur les bénéfices

Dans le cadre des arrêtés intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée pour chaque entité fiscale

en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours.

Retraites

Le coût des retraites pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées au début de l'exercice. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants survenus lors du semestre. Par ailleurs, les montants comptabilisés dans l'état de situation financière au titre des régimes à prestations définies sont le cas échéant ajustés afin de tenir compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de premier rang de la zone concernée (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de couverture.

Provisions pour reconstitution de sites

Ces provisions sont recalculées une fois par an pour l'établissement de l'état de situation financière au 31 décembre (voir Note 17.4 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2015).

NOTE 2 Opérations majeures

► 2.1 Acquisition de la société Driplex en Inde

Le 1^{er} mars 2016, SUEZ a acquis une participation majoritaire de 74 % dans la société indienne Driplex, l'un des principaux acteurs du marché dans le traitement de l'eau à des clients industriels en Inde pour un montant de 21 millions d'euros.

La société est spécialisée dans l'ingénierie, la conception, la fabrication et la mise en service de stations de production d'eaux, de process et de traitement des effluents pour des secteurs industriels comme l'énergie, le pétrole & le gaz, et a généré un chiffre d'affaires d'environ 20 millions d'euros en 2015.

► 2.2 Apport de la marque SUEZ par ENGIE

Le 2 mars 2016, SUEZ et ENGIE ont conclu un contrat d'apport prévoyant :

- l'apport par ENGIE à SUEZ de l'intégralité du capital de la société SUEZ IP, qui détient l'ensemble des droits de propriété intellectuelle liés à la marque SUEZ ;
- la valorisation de l'apport de 100 % du capital de la société SUEZ IP à 30 millions d'euros ;
- une rémunération de cet apport par l'émission de 1 757 778 actions ordinaires nouvelles de SUEZ, représentant 0,3 % du capital social de la Société.

Le 23 mars 2016, cette opération d'apport et l'augmentation de capital associée ont été réalisées.

► 2.3 Nouvelle émission obligataire

Le 13 mai 2016, SUEZ a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros à échéance du 19 mai 2028, portant un coupon annuel fixe de 1,25 %.

► 2.4 Acquisition de la société Perthwaste en Australie

Le 31 mai 2016, SUEZ a finalisé l'acquisition de la société Perthwaste, l'un des principaux prestataires de services de traitement des déchets en Australie-Occidentale, pour un montant de 87 millions de dollars australiens (environ 58 millions d'euros).

Cette société, qui emploie 185 personnes, devrait générer un chiffre d'affaires de plus de 50 millions de dollars australiens en 2016 (environ 34 millions d'euros).

NOTE 3 Information sectorielle

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Information sectorielle », les secteurs retenus ci-après pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base des reportings internes, notamment ceux suivis par le Comité de Direction, constitué des principaux décideurs opérationnels du Groupe.

Les secteurs retenus par le Groupe sont au nombre de quatre :

- ▶ Eau Europe ;
- ▶ Recyclage et Valorisation Europe ;
- ▶ International ;
- ▶ Autres.

La distinction est faite entre les métiers de distribution et de traitement de l'eau, et les métiers de collecte et de traitement des déchets en Europe.

Les activités réalisées à l'international sont regroupées, et séparées de celles effectuées sur la zone Europe. Cette segmentation spécifique permet de refléter, en cohérence avec les systèmes internes d'organisation et avec la structure de gestion du Groupe, la différence de stratégie de développement mise en place à l'international par rapport à celle qui est suivie en Europe.

▶ 3.1 Secteurs opérationnels

Les filiales de SUEZ sont réparties selon les secteurs opérationnels suivants :

- ▶ **Eau Europe** : prestations de distribution et de traitement des eaux, notamment dans le cadre de contrats de concession (gestion de l'eau). Ces prestations sont délivrées au profit de particuliers, de collectivités locales ou d'industriels ;
- ▶ **Recyclage et Valorisation Europe** : prestations de collecte et de traitement des déchets tant vis-à-vis des collectivités locales que des industriels. Ces prestations incluent la collecte, le tri, le recyclage, le compostage, la valorisation énergétique et l'enfouissement, tant pour les déchets banals que spéciaux ;
- ▶ **International** : segments d'activité dans lesquels le Groupe se développe, en fonction des opportunités, dans les métiers de l'eau, du déchet et de l'ingénierie, en privilégiant la maîtrise des risques induits par les environnements locaux (mise en place de partenariats, politique de couverture, limitation des capitaux investis ou investissements dans des contextes fortement régulés) ;
- ▶ le secteur **Autres** est principalement constitué de holdings dont SUEZ, ainsi que de SUEZ Consulting, filiale de conseil du Groupe.

Les méthodes comptables et d'évaluation retenues pour l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Les indicateurs EBITDA, Capitaux Employés et Investissements sont réconciliés aux comptes consolidés. Les indicateurs EBITDA et EBIT sont présentés hors impact de IFRIC 21.

▶ 3.2 Indicateurs clés par secteur opérationnel

Chiffre d'affaires

En millions d'euros	30 juin 2016			30 juin 2015		
	Hors Groupe	Groupe	Total	Hors Groupe	Groupe	Total
Eau Europe	2 271,8	24,4	2 296,2	2 260,9	23,2	2 284,1
Recyclage et Valorisation Europe	3 128,6	21,0	3 149,6	3 166,7	17,1	3 183,8
International	2 005,5	24,4	2 029,9	1 814,6	8,6	1 823,2
Autres	49,2	52,6	101,8	52,5	48,5	101,0
Élimination des transactions internes		(122,4)	(122,4)		(97,4)	(97,4)
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	7 455,1	-	7 455,1	7 294,7	-	7 294,7

EBITDA

En millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Eau Europe	617,1	661,6
Recyclage et Valorisation Europe	361,4	368,4
International	364,5	303,4
Autres	(71,7)	(40,5)
TOTAL EBITDA	1 271,3	1 292,9

EBIT

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Eau Europe	286,6	316,9
Recyclage et Valorisation Europe	135,7	137,2
International	253,8	201,9
Autres	(78,0)	(52,0)
TOTAL EBIT	598,1	604,0

Dotations aux amortissements

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Eau Europe	(230,3)	(227,5)
Recyclage et Valorisation Europe	(218,1)	(224,0)
International	(98,3)	(98,6)
Autres	(6,2)	(5,5)
TOTAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(552,9)	(555,6)

Capitaux employés

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Eau Europe	6 874,4	6 598,2
Recyclage et Valorisation Europe	4 029,1	4 041,7
International	4 072,7	4 229,4
Autres	391,0	138,5
TOTAL CAPITAUX EMPLOYÉS	15 367,2	15 007,8

Investissements corporels, incorporels et financiers

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Eau Europe	(246,2)	(254,1)
Recyclage et Valorisation Europe	(204,0)	(235,8)
International	(188,6)	(160,5)
Autres	(12,8)	(5,7)
TOTAL INVESTISSEMENTS	(651,6)	(656,1)

Les investissements financiers inclus dans cet indicateur comprennent les acquisitions d'intérêts complémentaires nets de cessions dans des entités restant contrôlées lesquelles sont présentées sur la ligne « changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées » dans l'état de flux de trésorerie. Se reporter au paragraphe 3.4.3.

► 3.3 Indicateurs clés par zone géographique

Les indicateurs ci-dessous sont ventilés :

- par zone de commercialisation à la clientèle pour le chiffre d'affaires ;
- par zone d'implantation des sociétés consolidées pour les capitaux employés.

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires		Capitaux employés	
	30 juin 2016	30 juin 2015	30 juin 2016	31 décembre 2015
France	2 471,8	2 511,0	2 970,2	2 411,6
Europe	2 608,3	2 602,1	8 090,8	8 123,0
International	2 375,0	2 181,6	4 306,2	4 473,2
TOTAL	7 455,1	7 294,7	15 367,2	15 007,8

► 3.4 Réconciliation des indicateurs avec les états financiers

3.4.1 Réconciliation de l'EBIT et de l'EBITDA au résultat opérationnel courant

En millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat opérationnel courant	455,7	476,5
(+) Quote-part de résultat net des entreprises mises en équivalence dans le prolongement de l'activité du Groupe	102,7	84,2
(-) impact IFRIC 21	39,0	43,3
(-) Autres	0,7	-
EBIT	598,1	604,0
(-) Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	535,4	548,9
(-) Paiement fondé sur des actions ^(a)	4,3	3,3
(-) Charges nettes décaissées des concessions	133,5	136,7
EBITDA	1 271,3	1 292,9

(a) L'impact des Share Appreciation Rights est présenté après couverture par des warrants. Par ailleurs, ce montant n'inclut pas les plans de rémunération à long terme en numéraire.

3.4.2 Réconciliation des capitaux employés aux rubriques de l'état de situation financière

En millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
(+) Immobilisations incorporelles et corporelles nettes	12 381,2	12 488,5
(+) Goodwills nets	3 515,7	3 479,5
(+) Titres disponibles à la vente (hors VMP et mise à la juste valeur)	180,7	182,9
(+) Prêt et créances au coût amorti (hors actifs liés au financement)	867,5	897,8
(+) Participation dans les co-entreprises (hors réserves OCI nettes d'impôt)	619,8	586,1
(+) Participation dans des entreprises associées (hors réserves OCI nettes d'impôt)	736,1	762,5
(+) Créances clients et comptes rattachés	4 503,2	3 966,5
(+) Stocks	282,2	274,0
(+) Autres actifs courants et non courants	1 844,3	1 826,2
(-) Provisions et pertes/gains actuariels sur retraites	(1 594,4)	(1 658,6)
(-) Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(2 848,6)	(2 991,2)
(-) Autres passifs courants et non courants	(5 112,4)	(4 803,4)
(-) Autres passifs financiers	(8,1)	(3,0)
CAPITAUX EMPLOYÉS	15 367,2	15 007,8

3.4.3 Réconciliation des investissements corporels, incorporels et financiers aux rubriques de l'état des flux de trésorerie

En millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Investissements corporels et incorporels	(519,0)	(571,3)
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(92,9)	(35,1)
Acquisitions de participations dans les entreprises associées et coentreprises	(19,3)	(7,8)
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(17,8)	(29,7)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées	(2,6)	(12,2)
TOTAL INVESTISSEMENTS	(651,6)	(656,1)

NOTE 4 Compte de résultat

► 4.1 Résultat opérationnel courant et EBIT

Les variations de l'EBIT sont commentées dans le Rapport d'activité (voir chapitre 4 du présent document).

► 4.2 Résultat des activités opérationnelles

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	455,7	476,5
MtM sur instruments financiers à caractère opérationnel	(1,2)	1,6
Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers	(16,2)	(14,1)
Restructurations	(19,3)	(27,5)
Effets de périmètre	2,9	(6,6)
Autres résultats de cession	6,4	5,9
Frais liés au changement de marque et d'identité visuelle	(6,5)	(18,4)
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	421,8	417,4

4.2.1 Pertes de valeur sur actifs corporels, incorporels et financiers

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Perte de valeur		
Goodwills	-	-
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	(1,5)	(3,2)
Actifs financiers	(16,5)	(16,2)
Total	(18,0)	(19,4)
Reprises de perte de valeur		
Immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles	0,4	3,9
Actifs financiers	1,4	1,4
Total	1,8	5,3
TOTAL	(16,2)	(14,1)

Au-delà des tests de perte de valeur systématiques annuels relatifs aux goodwills et aux immobilisations incorporelles non amortissables réalisés au second semestre, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur sur l'ensemble des goodwills, immobilisations corporelles et incorporelles. Les pertes de valeur éventuelles résultent de la comparaison entre la valeur comptable de l'actif concerné et sa valeur recouvrable (c'est-à-dire sa valeur d'utilité qui résulte soit d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés, soit d'une valeur de marché).

4.2.1.1 PERTES DE VALEUR SUR GOODWILLS

Au 30 juin 2016, comme au 30 juin 2015, les tests ponctuels menés sur les goodwills n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur.

4.2.1.2 PERTES DE VALEUR SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Comme au 30 juin 2015, ce poste ne présente pas de montant significatif au 30 juin 2016.

4.2.1.3 PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS FINANCIERS

Au 30 juin 2016, ce poste inclut pour l'essentiel les pertes de valeur sur des créances financières relatives à un contrat de concession à l'International et sur des actifs financiers sur le secteur Recyclage et Valorisation Europe.

Au 30 juin 2015, ce poste incluait pour l'essentiel les pertes de valeur sur des créances financières relatives à un contrat de concession à l'International et sur des actifs financiers sur le secteur Eau Europe.

L'évolution de la valeur des titres disponibles à la vente est présentée en Note 8 « Instruments financiers » aux états financiers consolidés condensés semestriels.

4.2.2 Restructurations

Comme au 30 juin 2015, ce poste inclut pour l'essentiel les coûts des plans d'adaptation liés au ralentissement de l'activité décidés dans les secteurs Recyclage et Valorisation Europe, Eau Europe et International.

4.2.3 Effets de périmètre

Comme au 30 juin 2015, aucun effet de périmètre significatif n'a été constaté au 30 juin 2016.

4.2.4 Autres résultats de cessions

Comme au 30 juin 2015, ce poste ne présente pas de montant significatif au 30 juin 2016.

4.2.5 Frais liés au changement de marque et d'identité visuelle

En 2015, des prestataires de services externes ont travaillé sur le projet de changement de marque et d'identité visuelle. La charge d'honoraires associée à ces travaux ainsi que les coûts liés au changement de marque et d'identité visuelle s'élevaient au 30 juin 2015 à 18,4 millions d'euros.

S'agissant de frais par nature inhabituels et significatifs par leur montant, ils ont été présentés sur une ligne spécifique du compte de résultat entre le résultat opérationnel courant et le résultat des activités opérationnelles.

Ces frais s'élèvent à 6,5 millions d'euros au 30 juin 2016.

► 4.3 Résultat financier

En millions d'euros	30 juin 2016			30 juin 2015		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Coût de la dette nette	(204,4)	19,4	(185,0)	(194,5)	23,7	(170,8)
Charges d'intérêts sur dette brute	(176,3)	-	(176,3)	(171,2)	-	(171,2)
Résultat de change sur dettes financières et couvertures	(20,5)	-	(20,5)	(15,0)	-	(15,0)
Résultat des couvertures économiques sur emprunts	-	0,4	0,4	0,7	-	0,7
Résultat sur trésorerie et équivalents de trésorerie, et actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	18,2	18,2	-	21,6	21,6
Coûts d'emprunts capitalisés	-	0,8	0,8	-	2,1	2,1
Charges financières cash relatives à une restructuration de dette ou créance financière	(7,6)	-	(7,6)	(9,0)	-	(9,0)
Autres produits et charges financiers	(40,3)	15,9	(24,4)	(44,0)	15,1	(28,9)
Charges d'intérêts nets sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	(9,2)	-	(9,2)	(9,9)	-	(9,9)
Désactualisation des autres provisions long terme	(18,1)	-	(18,1)	(22,3)	-	(22,3)
Variation de juste valeur des instruments dérivés non compris dans l'endettement net	-	0,6	0,6	(1,6)	-	(1,6)
Produits des titres disponibles à la vente	-	3,7	3,7	-	3,5	3,5
Autres	(13,0)	11,6	(1,4)	(10,2)	11,6	1,4
RÉSULTAT FINANCIER	(244,7)	35,3	(209,4)	(238,5)	38,8	(199,7)

La hausse du coût de la dette nette entre le 30 juin 2016 et le 30 juin 2015 s'explique principalement par l'augmentation de l'encours de la dette financière à long terme et la variation des pertes de change sur la dette financière du Groupe (principalement de la parité du peso chilien par rapport à l'euro).

► 4.4 Impôts

4.4.1 Impôt sur les sociétés au compte de résultat

En millions d'euros

	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net (A)	258,0	251,7
Charge totale d'impôt sur les bénéfices comptabilisée en résultat (B)	(57,1)	(50,2)
Quote-part de résultat des coentreprises et entreprises associées (C)	102,7	84,2
Résultat avant impôt et avant résultat des coentreprises et entreprises associées (A) - (B) - (C) = (D)	212,4	217,7
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT - (B)/(D)	26,9 %	23,1 %

Le taux effectif d'impôt du Groupe ressort à 26,9 % au 30 juin 2016 contre 23,1 % au 30 juin 2015.

Au 30 juin 2016, il s'explique principalement par le fait que de nombreuses sociétés opérationnelles du Groupe sont implantées dans des pays appliquant des taux d'imposition plus faibles qu'en France et par l'intégration de SUEZ R&R Australia dans le groupe d'intégration fiscale australien. Il s'explique également par l'impact en France du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et d'autres crédits d'impôts. Retraité uniquement de ces crédits d'impôts en France, le taux effectif d'impôt au 30 juin 2016 serait ressorti à 30,6 %.

Au 30 juin 2015, il s'expliquait principalement par le fait que de nombreuses sociétés opérationnelles du Groupe sont

implantées dans des pays appliquant des taux d'imposition plus faibles qu'en France et par un crédit d'impôt perçu en Espagne. Il s'expliquait également par l'impact en France du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et d'autres crédits d'impôts. Retraité uniquement de ces crédits d'impôts en France, le taux effectif d'impôt au 30 juin 2015 serait ressorti à 26,4 %.

Par ailleurs, le montant total des impôts différés actifs nets aux bornes du groupe d'intégration fiscale français, toutes différences temporelles confondues, s'élève au 30 juin 2016 à 286,6 millions d'euros, contre 301,4 millions d'euros au 31 décembre 2015.

4.4.2 Impôts différés dans l'état de situation financière

En millions d'euros

	Actifs	Passifs	Positions nettes
Au 31 décembre 2015	832,1	(636,6)	195,5
Effet résultat de la période	38,6	(8,8)	29,8
Effet réserves et autres éléments du résultat global	(10,2)	45,6	35,4
Effet périmètre	2,7	(0,1)	2,6
Effet change	(0,8)	0,2	(0,6)
Autres effets	(1,9)	25,2	23,3
Effet de présentation nette par entité fiscale	19,7	(19,7)	-
Au 30 juin 2016	880,2	(594,2)	286,0

NOTE 5 **Résultat par action**

	30 juin 2016	30 juin 2015
Numérateur (<i>en millions d'euros</i>)		
Résultat net part du Groupe	174,0	140,7
- coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en septembre 2010		(6,4)
- coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en juin 2014	(7,5)	(7,5)
- coupon attribuable aux porteurs des titres super subordonnés émis par SUEZ en mars 2015	(6,3)	
(+) Prime de rachat et autres frais liés aux titres super subordonnés de la souche 2010		(12,6)
Résultat net part du Groupe ajusté	160,2	114,2
Dénominateur (<i>en millions</i>)		
Nombre moyen d'actions en circulation	541,5	538,4
Résultat par action (<i>en euros</i>)		
Résultat net part du Groupe par action	0,30	0,21
Résultat net part du Groupe par action dilué	0,29	0,21

Les instruments dilutifs du Groupe pris en compte dans le calcul des résultats dilués par action sont les suivants :

▶ les plans d'actions de performance en titres SUEZ ;

▶ les plans de stock-options SUEZ ;

▶ les obligations convertibles OCÉANE 2020, soit 19 052 803 titres émis en 2014 qui génèrent au 30 juin 2016 des charges financières de 3,2 millions d'euros.

NOTE 6 Goodwills et immobilisations

<i>En millions d'euros</i>	Goodwills	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles
A. Valeur brute au 31 décembre 2015	3 576,3	7 405,5	16 233,0
Acquisitions	-	92,5	305,6
Cessions	-	(5,6)	(131,1)
Variations de périmètre	101,3	36,1 ^(a)	51,1
Écarts de conversion	(73,7)	(25,4)	(79,0)
Autres	8,0	10,6	5,0
Au 30 juin 2016	3 611,9	7 513,7	16 384,6
B. Amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2015	(96,8)	(3 191,9)	(7 958,1)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-	(198,8)	(355,6)
Cessions	-	6,8	114,8
Variations de périmètre	-	(3,3)	(13,6)
Écarts de conversion	2,1	4,8	96,5
Autres	(1,5)	-	(18,7)
Au 30 juin 2016	(96,2)	(3 382,4)	(8 134,7)
C. Valeur nette comptable = A + B			
Au 31 décembre 2015	3 479,5	4 213,6	8 274,9
Au 30 juin 2016	3 515,7	4 131,3	8 249,9

(a) Dont 30,0 millions d'euros correspondant à l'apport de la marque SUEZ. Se reporter à la Note 2.2.

Les variations de périmètre sur les goodwills correspondent pour l'essentiel aux acquisitions de Perthwaste en Australie, Driplex en Inde, DETS au Royaume-Uni et Nantaise des Eaux en France.

Les acquisitions de Perthwaste et Driplex ont par ailleurs été décrites en Note 2.

Pour l'ensemble des goodwills, en l'absence d'identification d'indice de perte de valeur sur le premier semestre 2016, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 30 juin 2016.

Les écarts de conversion sur la valeur nette des goodwills sont essentiellement constatés sur le dollar américain (- 9 millions d'euros) et la livre sterling (- 47 millions d'euros).

NOTE 7 Participations dans les coentreprises et entreprises associées

► 7.1 Participations dans les coentreprises

En millions d'euros	Participations dans les coentreprises		Quote-part de résultat net dans les coentreprises	
	30 juin 2016	31 décembre 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Groupe SFH	257,7	259,8	10,2	15,4
Groupe Suyu	287,0	257,0	42,6	11,6
Autres	73,9	67,8	9,1	10,2
TOTAL	618,6	584,6	61,8	37,2

En millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net	61,8	37,2
Autres éléments du résultat global (OCI)	(7,8)	137,4
RÉSULTAT GLOBAL	54,0	174,6

Les coentreprises les plus importantes du Groupe correspondent au groupe Sino-French Holdings (SFH), basé à Hong Kong, détenu à 50 % par le Groupe et au groupe Suyu, basé en Chine, détenu à 50 % par le Groupe.

Au 30 juin 2016, les autres éléments du résultat global (OCI) résultent principalement des écarts liés à la conversion des états financiers en euros.

Au 30 juin 2015, les autres éléments du résultat global (OCI) comprenaient principalement la variation de juste valeur des titres Chongqing Water Group détenus par la coentreprise Suyu.

Pour mémoire, au 31 décembre 2015, Suyu a pris une influence notable dans Derun Environment qui détient désormais 50,04 % de Chongqing Water Group. À cette occasion, les titres de Chongqing Water Group avaient été réévalués par le compte de résultat.

Les informations à 100 % résumées du groupe SFH sont présentées ci-dessous.

États de situation financière résumés (à 100 %)

En millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actifs non courants ^(a)	613,3	621,3
Actifs courants	79,5	81,9
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	50,4	53,1
TOTAL ACTIF	692,8	703,2
Capitaux propres part du Groupe	515,3	519,6
Participations ne donnant pas le contrôle	4,6	4,3
Total capitaux propres	519,9	523,9
Passifs non courants	151,4	159,5
Passifs courants	21,5	19,8
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	692,8	703,2

(a) Inclut les titres mis en équivalence des joint-ventures chinoises détenues à 50 %.

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

En millions d'euros	30 juin 2016 ^(a)	30 juin 2015 ^(a)
Chiffre d'affaires	33,5	31,4
Résultat opérationnel courant	(2,1)	(2,8)
Résultat net part du Groupe	20,4	30,9
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,5
Résultat net	20,9	31,4
Autres éléments du résultat global	(25,2)	44,7
Résultat global de l'exercice	(4,4)	76,0

(a) Les joint-ventures chinoises sont mises en équivalence.

Dividendes versés (à 100 %)

En millions d'euros	Au titre de 2015	Au titre de 2014
Dividendes versés par SFH au 30 juin	-	59,6

Les informations à 100 % résumées du groupe Suyu sont présentées ci-dessous.

États de situation financière résumés (à 100 %)

En millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
Actifs non courants ^(a)	782,8	806,0
Actifs courants	3,5	3,8
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,5	3,8
TOTAL ACTIF	786,3	809,8
Capitaux propres part du Groupe	574,1	513,9
Participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0
Total capitaux propres	574,1	513,9
Passifs non courants	212,2	222,5
Passifs courants	0,0	73,4
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	786,3	809,8

(a) Inclut les titres mis en équivalence Derun Environment détenus à 25,1 % par Suyu.

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

En millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Chiffre d'affaires	-	-
Résultat opérationnel courant	-	-
Résultat net ^(a)	85,2	23,3
Autres éléments du résultat global (OCI) ^(b)	(31,7)	225,4
Résultat global de l'exercice	53,5	248,7

(a) La variation s'explique notamment par l'impact de la finalisation des opérations liées à la prise d'influence notable dans Derun Environment au cours du premier semestre 2016 pour 37 millions d'euros.

(b) La variation du 30 juin 2015 s'explique par le recyclage en résultat des réévaluations à la juste valeur des titres Chongqing Water Group précédemment comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Dividendes versés (à 100 %)

En millions d'euros	Au titre de 2015	Au titre de 2014
Dividendes versés par Suyu au 30 juin	-	-

► 7.2 Participations dans les entreprises associées

En millions d'euros	Participations dans les entreprises associées		Quote-part de résultat net dans les entreprises associées	
	30 juin 2016	31 décembre 2015	30 juin 2016	30 juin 2015
Dans le groupe Agbar	281,2	314,6	7,6	18,5
Dans le groupe Acea	235,3	236,4	12,8	12,0
Dans la société Aquasure Holding ^(a)	97,1	100,6	7,3	8,4
Dans la société Arte SA de CV ^(a)	8,1	9,0	0,5	0,7
Dans la société Aquasystema Maribor ^(a)	5,7	5,8	0,5	0,6
Dans la société Degremont WTS Beijing ^(a)	2,4	2,5	-	-
Dans la société Brnenske Vodarny A Kanalizace	33,3	34,2	0,6	0,7
Dans le groupe R&R UK	3,6	7,4	8,2	5,0
Dans le groupe R&R Belgium	20,1	17,9	3,4	1,9
Dans le groupe SUEZ Water Inc.	4,0	4,2	-	-
Dans le groupe R&V France	9,1	7,4	(0,2)	(2,0)
Autres	36,2	20,4	0,2	1,2
TOTAL	736,1	760,4	40,9	47,0

(a) En juin 2015, ces sociétés étaient comprises dans la ligne groupe Degremont.

En millions d'euros	30 juin 2016	30 juin 2015
Résultat net	40,9	47,0
Autres éléments du résultat global (OCI)	(14,2)	(6,9)
RÉSULTAT GLOBAL	26,7	40,1

L'entreprise associée la plus importante du Groupe correspond au groupe Acea, basé à Rome, détenu à 12,5 % par le Groupe.

La valeur de l'entreprise associée dans l'état de situation financière au 30 juin 2016 est de 235,3 millions d'euros. Sa valeur boursière représente 290,6 millions d'euros.

Les informations à 100 % résumées du groupe Acea sont présentées ci-dessous.

États de situation financière résumés (à 100 %)

En millions d'euros	31 mars 2016 ^(a)	31 déc. 2015
Actifs non courants	4 513,2	4 467,0
Actifs courants	2 084,1	2 240,0
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	557,3	814,7
TOTAL ACTIF	6 597,3	6 707,0
Capitaux propres part du Groupe	1 581,3	1 523,9
Participations ne donnant pas le contrôle	75,1	72,1
Total capitaux propres	1 656,4	1 596,0
Passifs non courants	3 263,4	3 258,1
Passifs courants	1 677,5	1 852,9
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	6 597,3	6 707,0

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2016 du Groupe, les états financiers consolidés au 30 juin 2016 du groupe Acea ne sont pas disponibles.

Dans le respect de la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », l'état de situation financière résumé au 31 mars 2016 correspond aux comptes disponibles les plus récents.

Comptes de résultat résumés (à 100 %) du premier trimestre

<i>En millions d'euros</i>	31 mars 2016 ^(a)	31 mars 2015
Chiffre d'affaires	713,7	761,6
Résultat opérationnel brut	207,2	177,4
Résultat opérationnel	123,6	104,1
Résultat net part du Groupe	66,9	50,5
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	2,3	3,0
Résultat net	69,2	53,5
Autres éléments du résultat global	(8,7)	(3,6)
Résultat global de l'exercice	60,5	49,9

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2016 du Groupe, les états financiers consolidés au 30 juin 2016 du groupe Acea ne sont pas disponibles.

Dans le respect de la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises », le compte de résultat résumé au 31 mars 2016 correspond aux comptes disponibles les plus récents.

Pour information, le chiffre d'affaires annuel 2015 du groupe Acea ressortait à 2,9 milliards d'euros.

Dividendes versés (à 100 %)

<i>En millions d'euros</i>	Au titre de 2015	Au titre de 2014
Dividendes versés par Acea au 30 juin	106,5	85,1

NOTE 8 Instruments financiers

► 8.1 Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante » sont présentées dans le tableau ci-après :

En millions d'euros	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Titres disponibles à la vente	175,9	-	175,9	180,1	-	180,1
Prêts et créances au coût amorti	760,1	4 610,6	5 370,7	767,4	4 096,8	4 864,2
Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs)	760,1	107,4	867,5	767,4	130,3	897,7
Clients et autres débiteurs	-	4 503,2	4 503,2	-	3 966,5	3 966,5
Actifs financiers évalués à la juste valeur	192,4	134,7	327,1	197,0	66,0	263,0
Instruments financiers dérivés (cf. Note 8.4)	192,4	62,9	255,3	197,0	6,1	203,1
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	-	71,8	71,8	-	59,9	59,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	2 214,2	2 214,2	-	2 079,0	2 079,0
TOTAL	1 128,4	6 959,5	8 087,9	1 144,5	6 241,8	7 386,3

8.1.1 Titres disponibles à la vente

Les mouvements s'analysent de la manière suivante :

En millions d'euros

Au 31 décembre 2015	180,1
Acquisitions	17,8
Cessions (valeur comptable cédée)	(0,4)
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	(2,2)
Variation de juste valeur enregistrée en résultat	(3,8)
Variations de périmètre, change et divers	(15,6)
Au 30 juin 2016	175,9

La valeur des titres disponibles à la vente détenus par le Groupe s'élève à 175,9 millions d'euros au 30 juin 2016, qui se répartit entre 21,9 millions d'euros de titres cotés et 154,0 millions d'euros de titres non cotés.

Le Groupe a examiné la juste valeur des différents titres disponibles à la vente, afin de déterminer au cas par cas, en fonction de l'ensemble des informations disponibles et

compte tenu du contexte actuel de marché, s'il y avait lieu de comptabiliser des pertes de valeur.

Pour les titres cotés, parmi les éléments pris en considération, le Groupe estime qu'une baisse de cours de plus de 50 % en dessous du coût historique ou qu'une baisse de cours en dessous du coût historique pendant plus de 12 mois consécutifs sont des indices de perte de valeur.

Les gains et pertes enregistrés en capitaux propres et en résultat sur les titres disponibles à la vente sont les suivants :

En millions d'euros	Dividendes	Évaluation ultérieure à l'acquisition			Résultat de cession
		Var. de juste valeur	Effet de change	Perte de valeur	
Capitaux propres ^(a)		(2,2)	-		
Résultat	3,7	-		(3,8)	0,1
Total au 30 juin 2016	3,7	(2,2)	-	(3,8)	0,1
Capitaux propres ^(a)		(0,6)	-		
Résultat	9,7	-		(12,6)	2,0
Total au 31 décembre 2015	9,7	(0,6)	-	(12,6)	2,0

(a) Hors effet d'impôt.

► 8.2 Passifs financiers

Les passifs financiers sont comptabilisés soit :

- en « passif au coût amorti » pour les dettes financières, les dettes fournisseurs et autres créanciers, et les autres passifs financiers ;
- en « passif évalué à la juste valeur par résultat » pour les instruments financiers dérivés.

Les différents passifs financiers au 30 juin 2016 ainsi que leur ventilation entre leur part « non courante » et « courante » sont présentés dans le tableau ci-après :

En millions d'euros	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes financières	8 828,7	2 385,8	11 214,5	8 501,1	1 853,9	10 355,0
Instruments financiers dérivés (cf. Note 8.4)	68,8	57,9	126,7	45,1	40,1	85,2
Fournisseurs et autres créanciers	-	2 848,6	2 848,6	-	2 991,2	2 991,2
Autres passifs financiers	8,1	-	8,1	3,0	-	3,0
TOTAL	8 905,6	5 292,3	14 197,9	8 549,2	4 885,2	13 434,4

► 8.3 Endettement financier net

8.3.1 Endettement financier net par nature

En millions d'euros	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Encours des dettes financières	8 761,4	2 296,1	11 057,5	8 420,4	1 741,9	10 162,3
Impact du coût amorti ^(a)	(77,5)	89,7	12,2	(49,9)	112,0	62,1
Impact de la couverture de juste valeur ^(b)	144,8	-	144,8	130,6	-	130,6
Dettes financières	8 828,7	2 385,8	11 214,5	8 501,1	1 853,9	10 355,0
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette au passif ^(c) (cf. Note 8.4)	4,1	25,3	29,4	6,9	29,4	36,3
Dette brute	8 832,8	2 411,1	11 243,9	8 508,0	1 883,3	10 391,3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés (cf. Note 8.1)	-	(71,8)	(71,8)	-	(59,9)	(59,9)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	-	(2 214,2)	(2 214,2)	-	(2 079,0)	(2 079,0)
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette à l'actif ^(c) (cf. Note 8.4)	(160,7)	(32,0)	(192,7)	(164,6)	(4,6)	(169,2)
Trésorerie active	(160,7)	(2 318,0)	(2 478,7)	(164,6)	(2 143,5)	(2 308,1)
Endettement financier net	8 672,1	93,1	8 765,2	8 343,4	(260,2)	8 083,2
Encours des dettes financières	8 761,4	2 296,1	11 057,5	8 420,4	1 741,9	10 162,3
Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat hors dérivés (cf. Note 8.1)	-	(71,8)	(71,8)	-	(59,9)	(59,9)
Trésorerie et équivalent de trésorerie	-	(2 214,2)	(2 214,2)	-	(2 079,0)	(2 079,0)
ENDETTLEMENT NET HORS COÛT AMORTI ET EFFETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	8 761,4	10,1	8 771,5	8 420,4	(397,0)	8 023,4

(a) Ce poste comprend les intérêts courus non échus sur la dette financière brute ainsi que les primes et frais de mise en place des emprunts restant à amortir.

(b) Ce poste correspond à la revalorisation de la composante taux des dettes couvertes dans le cadre d'une stratégie de couverture de juste valeur.

(c) Il s'agit de la juste valeur des instruments dérivés relatifs à la dette, qualifiés ou non de couverture.

La juste valeur de la dette financière brute s'élève au 30 juin 2016 à 12 654,3 millions d'euros pour une valeur comptable de 11 214,5 millions d'euros.

La hausse de la part courante de l'encours des dettes financières au 30 juin 2016 s'explique notamment par :

- l'emprunt obligataire émis par SUEZ arrivant à maturité en janvier 2017 pour un montant de 200 millions d'euros ;
- l'augmentation de l'encours de billets de trésorerie.

Pour la hausse de la part non courante de l'encours des dettes financières au 30 juin 2016, se référer au paragraphe 8.3.2.

La sensibilité de la dette (y compris instruments financiers dérivés de taux d'intérêt et de change) au risque de taux et de change est présentée en Note 9.

8.3.2 Émissions obligataires et émissions de billets de trésorerie

Dans le cadre de son programme EMTN, SUEZ a procédé le 19 mai 2016 à une émission obligataire pour un montant de 500 millions d'euros portant un coupon de 1,25 % à échéance le 19 mai 2028.

SUEZ dispose d'un programme de billets de trésorerie. Au 30 juin 2016, l'encours de billets de trésorerie est de 945,5 millions d'euros.

Les billets de trésorerie sont comptabilisés en dette financière courante. Cependant, la politique du Groupe est d'adosser l'ensemble des billets de trésorerie à des lignes de crédit confirmées disponibles. Ainsi, le refinancement des billets de trésorerie est assuré même en cas de fermeture du marché monétaire.

Au 30 juin 2016, l'encours de billets de trésorerie était entièrement couvert par des lignes de crédit confirmées disponibles à plus d'un an.

8.3.3 Titrisation de créances

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

En 2012, le groupe SUEZ a mis en place un programme de cession de créances commerciales à un fonds commun de titrisation (FCT).

Ce programme dit « déconsolidant » concerne les cédantes des périmètres SUEZ RV France, SUEZ Haz Waste, SUEZ Nederland, SUEZ Recycling and Recovery UK et SUEZ Deutschland.

Le programme de cession de créances commerciales ou titrisation de créances a pour objectif de procéder à des cessions dites « déconsolidantes », au sens d'IAS 39.

Les principales caractéristiques de l'opération sont les suivantes :

- (a) Un compartiment dédié aux créances du Groupe est créé au sein d'un fonds commun de titrisation (FCT) ;
- (b) Le FCT utilisé dans le programme finance le compartiment au moyen de l'émission de trois types d'instruments :
 - des parts dites « senior », émises sur les marchés au moyen d'un conduit dédié,
 - un dépôt dit « mezzanine », souscrit par le Groupe,
 - des parts dites « subordonnées », souscrites par un investisseur ayant pris part au programme et contractualisé son implication avec le Groupe ;
- (c) Ces parts sont ici présentées par ordre de priorité de paiement relativement les unes aux autres ; les parts « senior » sont ainsi les premières à être remboursées, et les parts « subordonnées » les dernières ;
- (d) Les filiales concernées du Groupe sont en charge du recouvrement des créances cédées en contrepartie d'une rémunération.

Les cessions de créances par les filiales du Groupe se font à leur valeur nominale, diminuée d'une décote qui sert à couvrir le coût de financement des créances, le risque de retard de paiement et le risque de crédit.

Les principaux engagements du Groupe vis-à-vis du FCT sont les suivants :

- (e) Constitution d'un dépôt de garantie rémunéré au profit du compartiment dont l'objet est de couvrir, après épuisement des éventuelles réserves du FCT et des parts « subordonnées », les défauts et retards de paiements éventuels des créances cédées excédant le montant estimé lors de la cession et facturé au travers de la décote appliquée au prix de cession, dans la limite d'un montant maximum déterminé (*Cash Collateral 1* ou CC1) ; ce dépôt est effectué dès le lancement de l'opération et correspond au dépôt « mezzanine » présenté ci-avant ;
- (f) Constitution d'un dépôt de garantie rémunéré au profit du compartiment destiné à garantir la bonne exécution de l'ensemble des obligations financières des entités du Groupe parties à l'opération, à hauteur d'un montant maximum déterminé (*Cash Collateral 2* ou CC2) ; ce dépôt est effectué uniquement en cas de déclenchement de certains événements ou « triggers » liés à la dégradation de la notation de SUEZ ou au non-respect par le Groupe de ses obligations contractuelles. Au 30 juin 2016, ce dépôt de garantie n'a pas été constitué ;
- (g) Existence d'un mécanisme dit d'« excess fees » par lequel le FCT peut rétrocéder, dans certains cas, une partie de la trésorerie excédentaire accumulée dans le compartiment sur les recouvrements de créances (cédées à des prix décotés).

Ce mécanisme correspond à une partie de la rémunération des filiales du Groupe au titre du recouvrement des créances (cf. ci-après) ;

- (h) Option, pour toutes les filiales du Groupe, de demander conjointement le rachat à la juste valeur des créances détenues par le compartiment sous forme d'une seule et unique transaction, en cas d'amortissement du programme, prévu (au terme des cinq ans) ou accéléré et ce après accord des porteurs de parts « subordonnées ». À ce jour, il n'est pas prévu d'amortissement accéléré du programme avant sa date de maturité ;
- (i) Émission d'une garantie au titre du risque de modification des dispositions fiscales ;
- (j) Conservation par chaque filiale du Groupe de la gestion et du recouvrement des créances qu'elle a cédées au compartiment ; à cet effet, une convention de gestion et de recouvrement est signée notamment par chacune des filiales agissant en qualité de recouvreur et le compartiment, cette prestation étant rémunérée par le FCT.

Le Groupe reste exposé aux risques liés aux créances cédées dans la limite des dépôts de garantie. Il perçoit également une partie des bénéfices du FCT *via* la perception d'un « excess fees » en sa qualité de « servicer ».

Toutefois, la décote constatée lors des cessions et le dimensionnement de la part « subordonnée » permettent d'absorber la quasi-totalité des pertes éventuelles du compartiment. La probabilité que le dépôt « mezzanine » puisse être atteint est très faible. Enfin, ce sont les porteurs des parts « subordonnées » qui bénéficient de la quasi-totalité des avantages au travers d'« excess fees » plus favorables que ceux attribués au Groupe et de l'octroi du boni de liquidation.

COMPTABILISATION DE L'OPÉRATION

Le compartiment du FCT n'est pas contrôlé par le Groupe et n'est par conséquent pas consolidé.

Selon IAS 39 et sur la base des termes du programme et des analyses quantitatives mises en œuvre, le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des créances cédées. Les créances cédées dans le cadre du programme sont donc intégralement décomptabilisées de l'état de situation financière consolidé du Groupe.

Le résultat de cession de ces créances, matérialisé par la décote appliquée, est enregistré au compte de résultat en charges financières (cf. Note 4).

Le dépôt de garantie versé correspondant aux parts « mezzanine » souscrites par le Groupe est présenté sur la ligne « Prêts et créances au coût amorti » dans l'état de situation financière consolidé du Groupe. Sa rémunération est enregistrée au compte de résultat, en produits financiers (cf. Note 4).

La rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées est comptabilisée en compte de résultat, en produits financiers (cf. Note 4).

DONNÉES CHIFFRÉES AU 30 JUIN 2016

En millions d'euros

Total des créances cédées sur la période	1 181,7	
Résultat de cession sur la période	(12,6)	(b)
Rémunération perçue au titre du CC1 sur la période	0,6	(c)
Rémunération des services rendus au titre de la gestion et du recouvrement des créances cédées sur la période	5,5	(d)
Encours des créances transférées en date de clôture	387,0	(a)
Valeur comptable du CC1 en date de clôture	40,7	(e)
Juste valeur du CC1	40,7	
Valeur comptable du CC2	*	
Maturité résiduelle du CC1	11 mois	
Impact des cessions de créances déconsolidantes au sens IAS 39 sur l'endettement financier net	339,8	(a) + (b) + (c) + (d) - (e)

* Aucun dépôt de garantie dit « CC2 » n'a été réalisé à fin juin 2016, le versement de ce dernier étant soumis aux conditions décrites plus haut.

8.3.4 Variation de l'endettement financier net

Sur le premier semestre 2016, l'endettement financier net a augmenté de 682,0 millions d'euros ; les opérations qui ont généré cette augmentation sont notamment :

- ▶ le paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires de SUEZ pour un montant de 363,2 millions d'euros (taxe de 3 % sur les distributions de 10,6 millions d'euros incluse) ;

- ▶ le paiement des dividendes versés en numéraire aux actionnaires minoritaires des filiales pour un montant de 155,0 millions d'euros ;
- ▶ les acquisitions de titres effectuées au cours du premier semestre 2016 qui ont entraîné une augmentation de 132,6 millions d'euros de l'endettement financier net ;
- ▶ par ailleurs une opération de cession-escompte sans recours des créances de CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) pour les exercices 2013, 2014 et 2015 a été réalisée contribuant à une baisse de la dette financière de 107,2 millions d'euros.

8.3.5 Ratio d'endettement

En millions d'euros

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Endettement financier net	8 765,2	8 083,2
Total Capitaux propres	6 380,0	6 805,4
Ratio d'endettement	137,4 %	118,8 %

▶ 8.4 Instruments financiers dérivés

Actifs financiers dérivés

En millions d'euros	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	160,7	32,0	192,7	164,6	4,6	169,2
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	-	0,2	0,2	-	0,4	0,4
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments ^(a)	31,7	30,7	62,4	32,4	1,1	33,5
TOTAL (cf. Note 8.1)	192,4	62,9	255,3	197,0	6,1	203,1

(a) Dont variation de juste valeur des instruments de couverture d'investissement net.

Passifs financiers dérivés

En millions d'euros	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	4,1	25,3	29,4	6,9	29,4	36,3
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	-	3,1	3,1	-	7,8	7,8
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments ^(a)	64,7	29,5	94,2	38,2	2,9	41,1
TOTAL (cf. Note 8.2)	68,8	57,9	126,7	45,1	40,1	85,2

(a) Dont variation de juste valeur des instruments de couverture d'investissement net.

Ces instruments sont mis en place dans le cadre de la politique de gestion des risques du Groupe et sont analysés en Note 9.

► 8.5 Juste valeur des instruments financiers par niveau

8.5.1 Actifs financiers

TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les titres cotés sont comptabilisés dans les états de situation financière consolidés à leur juste valeur pour 21,9 millions d'euros au 30 juin 2016. Leurs justes valeurs déterminées en fonction des cours de bourse à cette date sont de niveau 1.

Les titres non cotés, dont la valeur s'élève à 154,0 millions d'euros au 30 juin 2016 sont évalués à partir de modèles d'évaluation basés principalement sur les dernières transactions, l'actualisation des dividendes ou flux de trésorerie et la valeur de l'actif net (juste valeur de niveau 3).

Au 30 juin 2016, la variation des titres disponibles à la vente de niveau 3 s'analyse comme suit :

En millions d'euros

Au 31 décembre 2015	156,7
Acquisitions	17,8
Cessions (valeur comptable cédée)	(0,4)
Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	(0,1)
Variation de juste valeur enregistrée en résultat	(3,8)
Variations de périmètre, change et divers	(16,1)
Au 30 juin 2016	154,0

La principale ligne de titres non cotés concerne Aguas de Valencia, dont la valorisation est réalisée à partir d'une analyse multicritères (DCF, multiples). Une baisse de 10 % de la valeur globale de la ligne de titres Aguas de Valencia entraînerait un impact de - 3,7 millions d'euros sur les capitaux propres. La valeur nette des autres titres non cotés ne constitue pas un montant homogène significatif susceptible d'être présenté séparément.

PRÊTS ET CRÉANCES AU COÛT AMORTI (HORS CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS)

Les prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs), dont la valeur comptable au 30 juin 2016 s'élève à 867,5 millions d'euros, peuvent comporter des éléments entrant dans une relation de couverture de juste valeur.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés utilisé par le Groupe dans le cadre de sa gestion des risques, comporte principalement des swaps de taux et de change, ainsi que des achats et ventes à terme de devises. Il est comptabilisé à sa juste valeur au 30 juin 2016 pour 255,3 millions d'euros. La juste valeur de la quasi-totalité de ces contrats est déterminée à l'aide de modèles internes de valorisation basés sur des données observables. Ces instruments sont présentés en niveau 2.

ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, dont le montant au 30 juin 2016 s'élève à 71,8 millions d'euros sont considérés de niveau 2. En effet, leur juste valeur est déterminée à partir de données observables.

8.5.2 Passifs financiers

La juste valeur des dettes financières et des instruments financiers positionnés au passif se répartit de la manière suivante entre les différents niveaux de juste valeur :

En millions d'euros	30 juin 2016				31 décembre 2015			
	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dettes financières	12 654,3	6 464,4	6 189,9		11 548,2	5 941,2	5 607,0	
Instruments financiers dérivés	126,7		126,7		85,2		85,2	
Instruments financiers dérivés relatifs à la dette	29,4		29,4		36,3		36,3	
Instruments financiers sur les matières premières	3,1		3,1		7,8		7,8	
Instruments financiers dérivés relatifs aux autres éléments	94,2		94,2		41,1		41,1	
TOTAL	12 781,0	6 464,4	6 316,6		11 633,4	5 941,2	5 692,2	-

DETTES FINANCIÈRES

Seuls les emprunts obligataires cotés émis par SUEZ sont présentés dans ce tableau en niveau 1. Les autres emprunts obligataires sont présentés dans ce tableau en niveau 2. La totalité de ces emprunts est évaluée notamment en tenant compte du risque de taux (composante taux d'intérêt) ; leur juste valeur est déterminée sur la base de données observables.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Se reporter à la description de la Note 8.5.1 pour justifier le niveau de juste valeur.

► 8.6 Compensation des instruments financiers dérivés actifs et passifs

Au 30 juin 2016, comme au 31 décembre 2015, le Groupe n'opère pas de compensation comptable de passifs financiers dans son état de situation financière. Par ailleurs, SUEZ souscrit des dérivés de gré à gré avec des banques de première catégorie dans le cadre de conventions qui prévoient de compenser les montants dus et à recevoir en cas de défaillance de l'une des parties contractantes. Ces accords de compensation conditionnels ne respectent pas les critères de la norme IAS 32 pour permettre la compensation des instruments dérivés actifs et passifs dans son état de situation financière. Ils entrent cependant dans le champ d'application des informations à fournir au titre d'IFRS 7 sur la compensation :

En millions d'euros	30 juin 2016				31 décembre 2015			
	Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières		Instruments financiers dérivés relatifs à la dette et aux autres éléments		Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Montant brut ^(a)	255,1	123,6	0,2	3,1	202,7	77,4	0,4	7,8
Montant après compensation	220,8	89,2	0,6	3,5	180,2	54,9	0,4	7,8

(a) Montant brut des actifs et passifs financiers comptabilisés.

NOTE 9 Gestion des risques liés aux instruments financiers

Le Groupe utilise principalement des dérivés pour couvrir son exposition aux risques de marché.

La politique de gestion des risques est décrite en Note 14 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2015.

► 9.1 Risques de marché

9.1.1 Risques de marché sur matières premières

9.1.1.1 OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le Groupe engage des opérations de couverture de flux de trésorerie (*cash flow hedge*) sur les carburants et l'électricité telles que définies par IAS 39, en utilisant les instruments dérivés proposés sur les marchés de gré à gré, qu'ils soient fermes ou optionnels, mais toujours réglés en cash. L'objectif du Groupe est de se prémunir contre les évolutions défavorables des prix de marché pouvant en particulier affecter ses coûts d'approvisionnement.

En millions d'euros	30 juin 2016				31 décembre 2015			
	Actifs		Passifs		Actifs		Passifs	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Couverture de flux de trésorerie	0,2	-	3,1	-	0,4	-	7,8	-
TOTAL	0,2	-	3,1	-	0,4	-	7,8	-

9.1.2 Risque de change

Par la diversification géographique de ses activités, le Groupe est exposé au risque de conversion, c'est-à-dire que son état de situation financière et son compte de résultat sont sensibles aux variations des parités de change lors de la consolidation des comptes de ses filiales étrangères hors zone Euro (risque translationnel).

Le risque de conversion est essentiellement concentré sur les participations détenues aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Chili et en Australie. En matière d'investissement dans des devises n'appartenant pas à la zone Euro, la politique de couverture du Groupe consiste à créer des passifs libellés dans la devise des flux de trésorerie générés par ces actifs.

Parmi les instruments de couverture utilisés, la souscription d'emprunts dans la devise considérée constitue la couverture la plus naturelle. Le Groupe utilise également des produits dérivés de change (swaps de change, *cross currency swaps*...) qui permettent de créer synthétiquement des dettes en devises.

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de l'endettement financier net (y compris instruments financiers dérivés) et des dérivés qualifiés de couverture d'investissement net à la date de clôture.

9.1.1.2 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS SUR MATIÈRES PREMIÈRES

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sur matières premières aux 30 juin 2016 et 31 décembre 2015 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Pour le risque de change, le calcul de sensibilité consiste à évaluer l'impact dans les comptes consolidés d'une variation de cours de change de plus ou moins 10 % par rapport au cours de clôture.

IMPACT SUR LE RÉSULTAT APRÈS PRISE EN COMPTE DES DÉRIVÉS DE CHANGE

Une variation des cours de change des devises contre euro n'a d'impact en résultat que sur les actifs et passifs libellés dans une autre devise que la devise de reporting des sociétés les portant à leur état de situation financière et dans la mesure où ces actifs et passifs n'ont pas été qualifiés de couverture d'investissement net. Une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro générerait un gain ou une perte de 9,4 millions d'euros.

IMPACT SUR LES CAPITAUX PROPRES APRÈS PRISE EN COMPTE DES DÉRIVÉS DE CHANGE

Pour les passifs financiers (dettes et dérivés) qualifiés de couverture d'investissement net, une variation uniforme de plus ou moins 10 % des devises contre euro générerait un impact négatif ou positif en capitaux propres de 145,7 millions d'euros. Cette variation est compensée par un effet de sens inverse sur l'investissement net en devises couvertes.

9.1.3 Risque de taux d'intérêt

L'objectif du Groupe est de réduire son coût de financement en limitant l'impact des variations de taux d'intérêt sur son compte de résultat.

La politique du Groupe est d'opérer une diversification des références de taux de la dette nette entre taux fixe et taux variable. L'objectif est de disposer d'une répartition équilibrée entre les différentes références de taux à horizon moyen terme (5 à 15 ans), la répartition pouvant évoluer en fonction du contexte de marché.

Ainsi, le Groupe a recours à des instruments de couverture (notamment à des swaps), afin de se protéger des augmentations de taux d'intérêt dans les devises dans lesquelles l'endettement a été souscrit.

Encours des dettes financières

En %	30 juin 2016		31 décembre 2015	
	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	26 %	36 %	24 %	33 %
Fixe	65 %	55 %	67 %	58 %
Fixe indexé à l'inflation	9 %	9 %	9 %	9 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

Endettement financier net

En %	30 juin 2016		31 décembre 2015	
	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés	Avant impact des dérivés	Après impact des dérivés
Variable	4 %	16 %	2 %	13 %
Fixe	84 %	72 %	87 %	76 %
Fixe indexé à l'inflation	12 %	12 %	11 %	11 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

La dette indexée à l'inflation correspond exclusivement à des titres émis par Aguas Andinas au Chili. Il s'agit d'emprunts obligataires à taux fixe en Unidad de Fomento (unité monétaire chilienne ajustée de l'inflation).

9.1.3.2 ANALYSE DE SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX

L'analyse de sensibilité a été établie sur la base de la situation de l'endettement net (y compris instruments financiers ayant une composante de taux d'intérêt) à la date de clôture.

Pour le risque de taux d'intérêt, la sensibilité consiste à calculer l'impact d'une variation des taux de plus ou moins 1 % par rapport aux taux d'intérêt en vigueur à la date de clôture.

Impact sur le résultat après prise en compte des dérivés de taux

Une variation de plus ou moins 1 % des taux d'intérêt court terme (uniforme pour toutes les devises) sur le nominal de la dette nette à taux variable, y compris la dette indexée à l'inflation, et les jambes à taux variable des dérivés, générerait sur la charge nette d'intérêt, une perte ou un gain de 23,9 millions d'euros.

En 2014 et 2015, afin de protéger les refinancements d'une partie de sa dette, le Groupe avait mis en place des couvertures de taux de maturité neuf ans avec des départs différés en 2017 et 2018. À l'occasion de l'émission obligataire de 500 millions d'euros le 19 mai 2016, le Groupe a annulé une partie de ces couvertures de taux et adossé la soultte résultante à cet emprunt.

9.1.3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS PAR TYPE DE TAUX

La ventilation par type de taux de l'encours des dettes financières et de l'endettement financier net avant et après prise en compte des instruments dérivés de couverture, est présentée dans les tableaux ci-dessous :

Une augmentation de 1 % des taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, en compte de résultat, une perte de 1,2 million d'euros liée à la variation de juste valeur des dérivés non documentés. Une diminution de 1 % des taux d'intérêt générerait a contrario un gain de 1,3 million d'euros.

Impact sur les capitaux propres après prise en compte des dérivés de taux

Une augmentation de 1 % de l'ensemble des courbes de taux d'intérêt (identique pour toutes les devises) générerait, sur les capitaux propres, un gain de 29,4 millions d'euros lié à la variation de juste valeur des dérivés documentés en couverture de flux de trésorerie comptabilisée dans les états de situations financières. A contrario, une diminution de 1 % générerait une perte de 36,4 millions d'euros. La dissymétrie de l'impact est liée au faible niveau des taux court terme (inférieurs à 1 %) applicables à un certain nombre d'actifs et passifs financiers.

► 9.2 Risque de contrepartie

Le Groupe est exposé, par ses activités opérationnelles et financières, aux risques de défaillance de ses contreparties (clients, fournisseurs, intermédiaires, banques) lorsque celles-ci se trouvent dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements contractuels.

9.2.1 Activités opérationnelles

L'encours brut des créances clients et autres débiteurs dont l'échéance est dépassée est analysé ci-après :

Clients et autres débiteurs <i>En millions d'euros</i>	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture				Actifs dépréciés ^(a)	Actifs non dépréciés non échus	Total
	0-6 mois	6-12 mois	Au-delà d'1 an	Total	Total	Total	
Au 30 juin 2016	190,2	30,4	27,9	248,5	545,6	4 022,8	4 816,9
Au 31 décembre 2015	183,5	21,5	54,9	259,9	406,9	3 590,0	4 256,8

(a) Cet agrégat correspond à la valeur nominale des créances clients et autres débiteurs qui font l'objet d'une dépréciation partielle ou totale.

Le Groupe estime n'être exposé à aucun risque significatif en termes de concentration de crédit compte tenu de la diversité de son portefeuille clients.

9.2.2 Activités financières

RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX PRÊTS ET CRÉANCES AU COÛT AMORTI (HORS CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS)

L'encours brut des prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs) dont l'échéance est dépassée est analysé ci-après :

Prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs) <i>En millions d'euros</i>	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture				Actifs dépréciés ^(a)	Actifs non dépréciés non échus	Total
	0-6 mois	6-12 mois	Au-delà d'1 an	Total	Total	Total	
Au 30 juin 2016	0,3	-	0,3	0,6	115,5	852,5	968,6
Au 31 décembre 2015	-	1,5	-	1,5	97,7	887,0	986,2

(a) Cet agrégat correspond à la valeur nominale des prêts et créances au coût amorti (hors clients et autres débiteurs) qui font l'objet d'une dépréciation partielle ou totale.

L'encours des prêts et créances au coût amorti (hors créances clients et autres débiteurs) ne comprend pas les éléments de perte de valeur et de coût amorti pour respectivement 101,3 millions d'euros et 0,2 million d'euros au 30 juin 2016. L'évolution des prêts et créances au coût amorti est présentée en Note 8.1.

RISQUE DE CONTREPARTIE LIÉ AUX ACTIVITÉS DE PLACEMENT ET À L'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie sur le placement de ses excédents (trésorerie et équivalents de trésorerie) et au travers de l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Le risque de contrepartie correspond à la perte que le Groupe pourrait supporter en cas de défaillance des contreparties à leurs obligations contractuelles. Dans le cas des instruments financiers, ce risque correspond à la juste valeur positive.

Le Groupe place la majorité de ses excédents de trésorerie et négocie ses instruments financiers de couverture avec des contreparties de premier plan. Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de contrepartie, le Groupe a mis en place des procédures de gestion et de contrôle basées, d'une part sur l'habilitation des contreparties en fonction de leurs ratings externes, de leurs surfaces financières et d'éléments objectifs de marché (*Credit Default Swap*, capitalisation boursière), et d'autre part sur la définition de limites de risques.

Au 30 juin 2016, les postes « trésorerie et équivalents de trésorerie » ainsi que les instruments financiers dérivés actifs sont les postes les plus significatifs soumis au risque de contrepartie. La décomposition des contreparties par type de notation sur ces postes est la suivante :

Risque de contrepartie lié aux activités de placement	30 juin 2016				31 décembre 2015			
	Total	Investment Grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non Investment Grade ^(b)	Total	Investment Grade ^(a)	Sans notation ^(b)	Non Investment Grade ^(b)
Exposition aux contreparties	2 469,5	95 %	2 %	3 %	2 282,1	94 %	3 %	3 %

(a) Contreparties dont la notation minimale est BBB- chez Standard & Poor's ou Baa3 chez Moody's.

(b) L'essentiel de ces deux expositions est porté par des sociétés consolidées dans lesquelles existent des intérêts minoritaires ou par des sociétés du Groupe opérant dans des pays émergents, où la trésorerie n'est pas centralisable et est donc placée localement.

► 9.3 Risque de liquidité

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et financières, le Groupe pourrait être exposé à un risque de manque de liquidités l'empêchant de faire face à ses engagements contractuels.

La politique de financement du Groupe s'appuie sur les principes suivants :

- diversification des sources de financements entre le marché bancaire et le marché des capitaux ;
- profil de remboursement équilibré des dettes financières.

Au 30 juin 2016, le Groupe bénéficie d'une trésorerie active de 2 478,7 millions d'euros, composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie pour 2 214,2 millions d'euros, des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat pour 71,8 millions d'euros, et des instruments financiers dérivés relatifs à la dette et enregistrés à l'actif pour 192,7 millions d'euros. La quasi-totalité des excédents est investie en dépôts bancaires court terme et en comptes rémunérés.

De plus, le Groupe dispose spécifiquement au 30 juin 2016 de facilités de crédit confirmées, pour un montant total de 2 184,5 millions d'euros dont 87,7 millions d'euros tirées ; les facilités de crédit non tirées atteignent donc 2 096,8 millions d'euros, dont 23,3 millions d'euros arriveront à échéance avant le 30 juin 2017.

90,4 % des lignes de crédit totales et 94,1 % des lignes non tirées sont centralisées. Aucune de ces lignes centralisées ne contient de clause de défaut liée à des ratios financiers ou à des niveaux de notation.

Au 30 juin 2016, les ressources bancaires représentent 8 % de l'encours des dettes financières (hors découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie, car ces éléments ne constituent pas une source de financement pérenne). Les financements par les marchés de capitaux (emprunts obligataires pour 79 % et billets de trésorerie pour 9 %) représentent 88 % de l'encours des dettes financières (hors découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie).

La trésorerie disponible, composée de la trésorerie et équivalents de trésorerie (2 214,2 millions d'euros) et des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat (71,8 millions d'euros), nets des découverts bancaires et comptes courants passifs de trésorerie (880,3 millions d'euros), s'élève à 1 405,7 millions d'euros au 30 juin 2016.

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement pour les principaux investissements qu'il envisage seront assurés par sa trésorerie disponible, les cessions de titres d'OPCVM détenus à des fins de transaction, ses flux de trésorerie futurs issus des activités opérationnelles et l'utilisation éventuelle des facilités de crédit dont il bénéficie.

Au 30 juin 2016, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité et par nature sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Total	2016	2017	2018	2019	2020	Au-delà de 5 ans
Emprunts obligataires	8 005,5	30,3	426,8	210,8	839,0	457,2	6 041,4
Billets de trésorerie	945,5	945,5	-	-	-	-	-
Tirages sur facilités de crédit	87,7	15,9	30,8	0,3	22,7	-	18,0
Emprunts sur location-financement	311,1	26,1	52,2	83,0	41,4	23,1	85,3
Autres emprunts bancaires	684,2	78,7	110,3	115,2	140,8	89,4	149,8
Autres emprunts	143,2	17,7	14,0	9,1	15,8	7,4	79,2
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	880,3	880,3	-	-	-	-	-
Encours des dettes financières	11 057,5	1 994,5	634,1	418,4	1 059,7	577,1	6 373,7
Actifs financiers qualifiant et désignés à la juste valeur par résultat	(71,8)	(71,8)	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 214,2)	(2 214,2)	-	-	-	-	-
Endettement net hors coût amorti et effets des instruments financiers dérivés	8 771,5	(291,5)	634,1	418,4	1 059,7	577,1	6 373,7

Au 30 juin 2016, les flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières par date de maturité sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Total	2016	2017	2018	2019	2020	Au-delà de 5 ans
Flux contractuels d'intérêts non actualisés sur l'encours des dettes financières	2 625,5	138,4	331,1	315,7	289,4	232,5	1 318,4

Au 30 juin 2016, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des dérivés (hors matières premières) enregistrés au passif et à l'actif par date de maturité sont les suivants (montants nets) :

<i>En millions d'euros</i>	Total	2016	2017	2018	2019	2020	Au-delà de 5 ans
Dérivés (hors matières premières)	(93,8)	18,3	(24,1)	(24,8)	(32,0)	(17,0)	(14,2)

Afin de refléter au mieux la réalité économique des opérations, les flux liés aux dérivés enregistrés au passif et à l'actif présentés ci-dessus correspondent à des positions nettes.

Par ailleurs, les valeurs présentées ci-dessus sont de signe positif dans le cas d'un passif, et de signe négatif dans le cas d'un actif.

Les facilités de crédit confirmées non utilisées ont les échéances suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	Total	2016	2017	2018	2019	2020	Au-delà de 5 ans
Facilités de crédit confirmées non utilisées	2 096,8	18,5	15,8	109,7	139,7	150,9	1 662,2

Au 30 juin 2016, aucune contrepartie ne représentait plus de 7 % des programmes de lignes de crédit confirmées non tirées.

NOTE 10 Participations ne donnant pas le contrôle

SUEZ consolide le groupe Agbar par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 100 % au 30 juin 2016.

Le groupe Agbar consolide la société holding chilienne IAM par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 56,6 %.

La société IAM consolide la société opérationnelle chilienne Aguas Andinas par intégration globale avec un pourcentage d'intérêt de 50,1 %.

La société Aguas Andinas est donc consolidée au sein du groupe SUEZ par intégration globale au taux d'intérêt de 28,4 %.

IAM et Aguas Andinas sont toutes deux des entités cotées à la Bourse de Santiago de Chile (Chili).

Les informations résumées d'Aguas Andinas (à 100 %) sont présentées ci-dessous.

Elles sont extraites des données publiées par la société.

États de situations financières résumés (à 100 %)

En millions d'euros	31 mars 2016 ^(a)	31 déc. 2015
Actifs non courants	2 017,8	2 006,6
Actifs courants	295,9	193,3
dont Trésorerie et équivalents de trésorerie	82,3	42,9
TOTAL ACTIF	2 313,7	2 200,0
Capitaux propres part du Groupe	873,1	802,9
Participations ne donnant pas le contrôle	73,2	70,8
Total capitaux propres	946,3	873,6
Passifs non courants	1 139,0	1 024,0
Passifs courants	228,4	302,3
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	2 313,7	2 200,0
Taux de change clôture CLP/EUR	762,2	768,7

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2016 du Groupe, les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2016 du groupe Aguas Andinas n'ont pas encore été publiés.

L'état de situation financière résumé au 31 mars 2016 est extrait des données publiées (non auditées) les plus récentes.

Comptes de résultat résumés (à 100 %)

En millions d'euros	31 mars 2016 ^(a)	31 mars 2015
Chiffre d'affaires	180,1	186,5
Résultat opérationnel courant	96,5	96,4
Résultat net part du Groupe	62,5	67,8
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	1,8	1,7
Résultat net	64,3	69,4
Autres éléments du résultat global	-	-
Résultat global de l'exercice	64,3	69,4
Taux de change moyen CLP/EUR	772,3	702,3

(a) À la date de publication des états financiers consolidés condensés semestriels 2016 du Groupe, les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2016 du groupe Aguas Andinas n'ont pas encore été publiés.

Le compte de résultat résumé au 31 mars 2016 est extrait des données publiées (non auditées) les plus récentes.

Dividendes versés (à 100 %)

En millions d'euros	Au titre de 2015	Au titre de 2014
Dividendes versés par Aguas Andinas au 31 mars	52,5	55,3

La contribution du groupe Agbar au poste « Participations ne donnant pas le contrôle » s'élève à 1 074,0 millions d'euros sur un total de 1 395,9 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 1 072,8 millions d'euros sur un total de 1 385,6 millions d'euros au 31 décembre 2015.

NOTE 11 Provisions

En millions d'euros	31 décembre 2015	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises pour excédent	Variations de périmètre	Variation liée à la désactualisation ^(a)	Écarts de change	Autres	30 juin 2016
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	671,1	19,4	(30,0)	-	1,6	9,3	(4,7)	159,9	826,6
Risques sectoriels	85,4	0,4	(0,1)	-	-	-	(0,2)	(1,1)	84,4
Garantie	24,0	1,2	(5,3)	-	-	-	(0,3)	-	19,6
Risques fiscaux, autres litiges et réclamations	168,6	1,9	(17,3)	(5,3)	2,5	-	0,2	5,2	155,8
Reconstitution de sites	571,1	15,9	(17,3)	-	-	9,1	(13,3)	-	565,5
Restructurations	47,0	3,9	(20,7)	-	2,2	-	(0,5)	0,3	32,2
Autres risques ^(b)	384,6	21,0	(34,9)	-	2,0	3,6	0,3	1,0	377,6
TOTAL PROVISIONS	1 951,8	63,7	(125,6)	(5,3)	8,3	22,0	(18,5)	165,3	2 061,7

(a) L'effet de désactualisation portant sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme correspond à la charge d'intérêts calculée sur le montant net des engagements de retraite et de la juste valeur des actifs de couverture, conformément à la norme IAS 19 révisée.

(b) Les provisions pour autres risques incluent une provision correspondant à la juste valeur des contrats déficitaires, pour un montant de 98,5 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 100,0 millions d'euros au 31 décembre 2015, suite à l'acquisition par SUEZ R&R Australia de WSN en 2010.

Sur le premier semestre 2016, la variation du total des provisions provient principalement :

- ▶ de l'augmentation des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme pour + 150,9 millions d'euros hors effets de change et de désactualisation. Cette variation inclut 163 millions d'euros de pertes actuarielles classées dans la colonne « Autres » du tableau ci-dessus ;
- ▶ de la diminution des provisions pour restructurations pour - 14,3 millions d'euros hors effet de change ;
- ▶ des effets de change pour - 18,5 millions d'euros, qui sont essentiellement générés par les filiales anglaises et américaines ;
- ▶ de l'effet de désactualisation de la période pour + 22,0 millions d'euros liés aux provisions pour reconstitution de sites, aux provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, ainsi qu'aux provisions pour pertes à terminaison, classées en provisions pour autres risques.

Les flux de dotations, reprises et variations liées à la désactualisation présentés ci-dessus, sont ventilés de la façon suivante dans le compte de résultat consolidé au 30 juin 2016 :

En millions d'euros	(Reprises)/Dotations nettes
Résultat des activités opérationnelles	(62,6)
Autres produits et charges financiers	22,0
Impôts	(4,6)
TOTAL	(45,2)

NOTE 12 Paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire

Les montants comptabilisés au titre des paiements fondés sur des actions ou sur un versement en numéraire sont les suivants :

En millions d'euros	(Charge) de la période	
	30 juin 2016	30 juin 2015
Plans d'attribution d'actions de performance ^(a)	(0,3)	0,7
Plans mondiaux d'attribution gratuite d'actions	(1,6)	(5,1)
Augmentations de capital réservées aux salariés ^(b)	(2,4)	1,1
Plans de rémunération à long terme	(7,5)	(5,0)
TOTAL	(11,8)	(8,3)

(a) En 2015, le produit présenté sur les plans d'attribution d'actions de performance tient compte de l'impact de l'atteinte partielle des conditions de performance sur les plans SUEZ 2012 et 2013.

(b) L'impact des Share Appreciation Rights est présenté après couverture par des warrants (soumis à la norme IAS 39). Avant couverture par des warrants, l'impact du premier semestre 2016 relatif aux augmentations de capital réservées aux salariés s'élève à + 0,2 million d'euros contre une charge de - 1,4 million d'euros au premier semestre 2015.

Ces charges sont comptabilisées conformément aux dispositions d'IFRS 2 et d'IAS 19.

Toutes les opérations et attributions antérieures à 2016 sont décrites dans la Note 23 aux états financiers consolidés au 31 décembre 2015 du Document de Référence de SUEZ.

► Plan de rémunération à long terme

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 23 février 2016, a décidé de mettre en place un plan de rémunération à long terme prenant la forme d'un bonus versé en numéraire, dont l'enveloppe globale s'élève à 15 millions d'euros et qui concerne 1 771 bénéficiaires.

La période d'acquisition court du 23 février 2016 au 30 mars 2019 inclus.

Les conditions de performance pour l'acquisition du bonus se détaillent comme suit :

Pour 624 bénéficiaires, une ou l'ensemble des conditions suivantes sont prévues en fonction de leur profil :

- une condition de performance de marché, portant sur l'évolution du *Total Shareholder Return* de SUEZ sur la période courant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018 inclus, comparée à l'évolution du *Total Shareholder Return* de l'indice EURO STOXX *Utilities* sur la même période ;

- une condition de performance interne portant sur l'EBIT cumulé du Groupe, sur la période courant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018 inclus.

Par ailleurs, le montant du versement à ces 624 bénéficiaires, pourra être augmenté ou diminué de 10 % en fonction du niveau du taux de parité homme/femme dans l'encadrement du Groupe au 31 décembre 2018.

Pour le reste des bénéficiaires, l'enveloppe attribuée est soumise à la condition de performance interne portant sur l'EBIT cumulé du Groupe sur la période courant du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018 inclus.

La condition de performance externe a été valorisée en utilisant la méthode de Monte Carlo.

La juste valeur de l'enveloppe ainsi déterminée aboutit à une charge totale de - 9,9 millions d'euros, répartie linéairement sur la durée du plan. Ainsi, ce plan a généré une charge dans les comptes consolidés semestriels du Groupe en 2016 de - 1,6 million d'euros (en tenant compte du provisionnement des charges sociales).

Par ailleurs, les plans de rémunération à long terme 2014 et 2015 ont généré une charge de - 5,9 millions d'euros au premier semestre 2016.

NOTE 13 Procédures judiciaires et d'arbitrage

► 13.1 Litiges et arbitrages

Le Groupe est engagé dans le cours normal de ses activités dans un certain nombre de litiges et arbitrages avec des tiers ou avec l'administration fiscale de certains pays. Des provisions sont constituées au titre de ces litiges et arbitrages lorsqu'il existe une obligation (légale, contractuelle ou implicite) envers un tiers à la date de clôture, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de cette sortie de ressources peut être estimé avec une fiabilité suffisante. Le montant des provisions constituées à ce titre au 30 juin 2016 s'élève à 155,8 millions d'euros (hors litiges argentins).

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Litiges argentins

En Argentine, les tarifs applicables aux contrats de concession ont été bloqués par une loi d'urgence publique et de réforme du régime des changes (Loi d'Urgence) en janvier 2002 empêchant ainsi l'application des clauses contractuelles d'indexation des tarifs en cas de dépréciation du peso argentin par rapport au dollar US.

En 2003, SUEZ – désormais ENGIE – et ses co-actionnaires, concessionnaires des eaux de Buenos Aires et de Santa Fe ont entamé des procédures d'arbitrage contre l'État argentin en sa qualité de concédant, dans le but de faire appliquer les clauses contractuelles des contrats de concession devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) conformément aux traités bilatéraux franco-argentins de protection des investissements.

Ces procédures d'arbitrage CIRDI visent à obtenir des indemnités pour compenser la perte de valeur des investissements consentis depuis le début de la concession, suite aux mesures adoptées par l'Argentine après la promulgation de la Loi d'Urgence susmentionnée. Le CIRDI a reconnu sa compétence pour statuer dans les deux affaires en 2006. Parallèlement aux procédures CIRDI, les sociétés concessionnaires Aguas Argentinas et Aguas Provinciales de Santa Fe se sont vues contraintes d'entamer des procédures de résiliation de leur contrat de concession devant les juridictions administratives locales.

Toutefois, la situation financière des sociétés concessionnaires s'étant dégradée depuis la Loi d'Urgence, la société Aguas Provinciales de Santa Fe a annoncé sa mise en liquidation judiciaire lors de son Assemblée Générale du 13 janvier 2006.

Parallèlement, la société Aguas Argentinas a demandé à bénéficier du « Concurso Preventivo » (comparable à la procédure française de redressement judiciaire). Dans le cadre de cette procédure de redressement judiciaire, une proposition concordataire opérant novation du passif admissible de la société Aguas Argentinas a reçu l'approbation des créanciers et a été homologuée par le juge de la faillite le 11 avril 2008. La proposition prévoyait un premier paiement de 20 % (soit l'équivalent d'environ 40 millions de dollars américains) lors de l'homologation et un second paiement de 20 % en cas d'indemnisation par l'État argentin. ENGIE et Agbar, en tant qu'actionnaires de contrôle, ont décidé de soutenir financièrement Aguas Argentinas pour faire face à ce premier paiement et ont versé respectivement, lors de l'homologation, la somme de 6,1 et 3,8 millions de dollars américains.

Par deux décisions datées du 30 juillet 2010, le CIRDI a reconnu la responsabilité de l'État argentin dans la résiliation des contrats de concession d'eau et d'assainissement de Buenos Aires et de Santa Fe. Par ailleurs, en juin 2011, le CIRDI a procédé à la nomination d'un expert afin d'évaluer de manière définitive le montant de la réparation au titre des préjudices subis.

Les rapports portant sur les concessions de Buenos Aires et de Santa Fe ont été remis par l'expert au CIRDI respectivement en septembre 2013 et en avril 2014. Concernant la concession de Buenos Aires, le CIRDI a rendu sa décision le 9 avril 2015, qui condamne la République Argentine à verser 405 millions de dollars américains aux actionnaires d'Aguas Argentinas en réparation du préjudice subi (dont 346 millions de dollars américains à SUEZ et ses filiales). Début août 2015, cette décision a fait l'objet d'un recours en nullité de la part de la République argentine devant un Comité ad hoc du CIRDI.

Concernant la concession de Santa Fé, la décision de condamnation rendue par le CIRDI en date du 4 décembre 2015 à l'encontre de la République argentine au titre de la résiliation du contrat de concession est susceptible d'un recours en nullité de la part de cette dernière.

Le Groupe estime que les provisions relatives à ces litiges, telles qu'elles sont comptabilisées dans les comptes, sont appropriées.

► 13.2 Litiges en matière fiscale

Sociedad General de Aguas de Barcelona

Agbar a fait l'objet de plusieurs contrôles fiscaux essentiellement en matière d'impôt sur les sociétés.

Agbar a reçu une notification de redressements portant sur les exercices 1999 à 2001, faisant état d'un redressement d'un montant de 41 millions d'euros majoré de pénalités d'un montant de 25 millions d'euros. De plus, en mai 2009, Agbar a été notifiée au titre des exercices 2002 à 2004 d'un redressement de 60,5 millions d'euros sans pénalités de retard.

La société a contesté en justice ces redressements motivés, pour chaque période vérifiée, de façon analogue par l'administration fiscale. En effet, elle considère que les arguments de cette dernière ne sont pas fondés.

- Concernant les redressements notifiés au titre des années 1999 à 2001 :

En mai 2008, le tribunal administratif a annulé les pénalités portant sur les exercices 1999 à 2001 mais a maintenu la quasi-totalité du redressement. En conséquence, Agbar a fait appel de ce jugement en juillet 2008. Au mois de juillet 2011, Agbar a obtenu une décision partiellement favorable de la Cour d'Appel et a introduit un pourvoi devant la Cour Suprême en ce qui concerne les litiges associés aux redressements maintenus.

Par ailleurs, l'administration fiscale espagnole s'est pourvue en cassation en ce qui concerne la décision favorable obtenue par Agbar.

Le 25 octobre 2012 Agbar a reçu la décision de la Cour Suprême qui a validé ce qui avait été décidé par la Cour d'Appel.

Agbar a reçu la notification de l'arrêt de la Cour Suprême au mois de mars 2013 et a procédé au paiement de la somme de 20 millions d'euros correspondant au principal, les intérêts de 9 millions d'euros ont fait l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif central.

- Concernant les redressements notifiés au titre des années 2002 à 2004 :

En juin 2009, Agbar a saisi le tribunal administratif afin de contester les redressements effectués au titre des exercices 2002 à 2004. En juin 2012, le tribunal a rendu une décision partiellement favorable à Agbar.

En conséquence, Agbar a introduit une requête devant la Cour d'Appel concernant les éléments sur lesquels la société n'a pas obtenu une décision favorable du tribunal administratif.

Au mois de juillet 2015, Agbar a reçu une décision partiellement favorable de la Cour d'Appel et a introduit un recours en cassation devant la Cour Suprême concernant les redressements maintenus. Cette procédure est toujours pendante.

NOTE 14 Transactions avec des parties liées

L'objet de cette note est de présenter les transactions qui existent entre le Groupe et ses parties liées, au sens de la norme IAS 24. S'agissant d'une clôture intermédiaire, les transactions avec les principaux dirigeants ne seront pas détaillées dans la présente note.

Par ailleurs, seules les opérations significatives sont décrites ci-dessous.

► 14.1 Transactions avec le groupe ENGIE

En millions d'euros	30 juin 2016	31 déc. 2015	30 juin 2015
Transactions avec la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	0,1	(0,3)	-
Dettes non financières	2,5	3,0	2,5
Créances non financières	0,3	0,7	0,3
Créances au coût amorti ^(a)	19,5	19,5	20,5
Transactions avec les sociétés liées à la société ENGIE			
Achats/Ventes de biens et services	2,7	3,0	-
Créances non financières	26,1	27,9	28,9
Dettes non financières	1,4	2,1	3,0
En-cours dettes financières hors instruments financiers	1,1	1,1	1,2
Instruments financiers dérivés relatifs aux matières premières (Passif)	1,8	4,7	0,8
Engagements et garanties données	-	-	0,5

(a) Se reporter à la Note 2.2.1 du chapitre 20 du document de référence SUEZ 2009 – Contrat synthétique argentin

► 14.2 Transactions réalisées avec les activités conjointes, les coentreprises et les sociétés associées

14.2.2 Coentreprises et sociétés associées

Il n'existe pas au premier semestre 2016 de transaction, ni d'engagement significatif impliquant des sociétés associées ou des co-entreprises.

14.2.1 Activités conjointes

Le Groupe détient un compte courant de 296,5 millions d'euros envers l'activité conjointe qui était en charge de la construction de l'usine de dessalement près de Melbourne (Australie). Cette entité est consolidée à 35 %. Ainsi, la part « hors Groupe » de 192,7 millions d'euros est enregistrée à l'actif de l'état de situation financière consolidé du Groupe.

NOTE 15 Événements postérieurs à la clôture

Le 20 juillet 2016, un accord a été conclu pour la cession des participations de SUEZ et de Criteria au sein d'Agua de Valencia à Fomento Urbano de Castellón. Le montant global de cette transaction, portant sur 33,1 % des actions d'Agua de Valencia, s'élève à 70 millions d'euros. La part des titres cédés par SUEZ s'élève à 18,5 %.

déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel **6**

Paris, le 28 juillet 2016

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés du premier semestre 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Louis Chaussade

Directeur Général

SUEZ

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

7

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- ▶ l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société SUEZ, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 27 juillet 2016

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Dominique Muller

Gonzague Senlis

ERNST & YOUNG et Autres

Stéphane Pedron

Jean-Pierre Letartre

SUEZ

Société anonyme au capital
de 2 177 604 984 euros
Tour CB21 — 16, place de l'Iris
92040 Paris La Défense Cedex
tél. +33 (0)1 58 81 20 00
fax +33 (0)1 58 81 25 00
433 466 570 R.C.S. NANTERRE
www.suez.fr

prêts pour la révolution de la ressource  **suez**